

Débats à la Chambre des députés du Luxembourg sur l'élection de l'Assemblée au suffrage universel (29 juin 1977)

Légende: Compte rendu des débats du 29 juin 1977 à la Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg sur le projet de loi portant approbation de la décision et de l'acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, signé à Bruxelles le 20 septembre 1976.

Source: Chambre des députés – Recherche d'archives projet de loi portant approbation de la Décision et de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, signé à Bruxelles, le 20 septembre 1976. Discussion générale – 66ème Séance. [ONLINE]. [Luxembourg]: Chambre des Députés du Grand-duché de Luxembourg. [01.12.2013]. 29.06.1977. p. 3405 http://www.chd.lu/wps/PA_Archive/MergeServlet?lot=C-1976-O-066.

Copyright: (c) Chambre des Députés

URL:

http://www.cvce.eu/obj/debats_a_la_chambre_des_deputes_du_luxembourg_sur_l_election_de_l_assemblee_au_suffrage_universel_29_juin_1977-fr-cbffb521-9391-4981-9f95-286997e600b8.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

66^{me} SEANCE

Mercredi, le 29 juin 1977.

Présidence de M. René VAN DEN BULCKE, Président.

- Sommaire :** I.- Projet de loi portant approbation de la Décision et de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, signés à Bruxelles, le 20 septembre 1976.- No 2062.- Discussion générale.
- II.- a) Projet de loi portant modification de l'article 27 de la loi du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers ; 2. le contrôle médical des étrangers ; 3. l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère.- No 2097 ;
- b) Projet de loi modifiant les articles 5 et 6 de la loi du 24 juillet 1972 concernant l'action sociale en faveur des immigrants et créant un Conseil national de l'immigration.- No 2098.
- Rapports de la Commission des Affaires sociales.- Discussion générale.

La séance est ouverte à 14 heures 35 minutes.

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Emile Krieps, ministre, M. Thoss, secrétaire d'Etat.

M. le Président. La séance publique est ouverte.

Nous allons continuer avec la discussion du projet de loi No 2062.

- I. - *Projet de loi portant approbation de la Décision et de l'Acte portant élection des représentants au suffrage universel direct, signés à Bruxelles, le 20 septembre 1976.- No 2062.- Discussion générale.*

Mme **Lulling.** Monsieur le Président, Messieurs. Le projet de loi portant approbation de la Décision et de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, signés à Bruxelles le 20 septembre 1976, que nous sommes appelés à discuter aujourd'hui, n'est malheureusement qu'une partie du travail législatif que notre Chambre doit accomplir afin de pouvoir procéder, à

une date à convenir et si possible en 1978, à l'élection des six députés qui représenteront notre pays au Parlement européen. Le complément indispensable à la ratification de la décision et de l'acte du 20 septembre 1976 est en effet un projet de loi fixant les modalités de l'élection des parlementaires luxembourgeois. Depuis le mois de septembre de l'année dernière, le groupe social-démocrate de la Chambre n'a cessé de revendiquer que la discussion et le vote des deux projets de loi, à savoir, d'une part, la ratification de la décision du Conseil de Ministres du 20 septembre 1976 de procéder à l'élection directe des membres du Parlement Européen et, d'autre part, la loi électorale luxembourgeoise, aient lieu en même temps, et cela pour des considérations de logique et d'ordre pratique. Malheureusement, le Gouvernement a été incapable jusqu'à présent de présenter le projet de loi fixant les modalités de l'élection des six membres luxembourgeois qui siégeront dans la nouvelle Assemblée de 410 députés pour les neuf Etats membres de la Communauté. Il est vrai que d'autres Etats membres se trouvent dans la même situation. Pour ne pas faire figure de lanterne rouge en matière d'approbation d'une Assemblée européenne issue du suffrage universel, le Gouvernement a insisté sur le vote du projet de loi No 2062, ici déposé en janvier 1977. C'est sans enthousiasme que nous nous plions à cette scission d'un débat qui aurait dû être un ensemble. Nous prenons acte, tout comme le Conseil d'Etat, que notre Chambre sera saisie en temps utile du projet de loi électorale. Avec la Commission des Affaires étrangères de la Chambre nous demandons formellement au Gouvernement de ne procéder à la notification prévue par la décision du 20 septembre 1976 que lorsque la loi relative à l'organisation de l'élection nationale aura elle aussi été approuvée.

La position constructive des sociaux-démocrates luxembourgeois en matière d'intégration européenne, leur contribution et leur travail dans les différentes assemblées européennes du temps où ils n'en étaient pas encore exclus par les décisions discriminatoires de la présente majorité, sont si bien connus sur le plan national et en dehors de nos frontières, que je puis me dispenser à faire ici et aujourd'hui de grandes professions de foi. Je sais d'ailleurs gré à M. Dondelinger d'avoir voulu rappeler hier à cette tribune qu'entre 1964 et 1968 M. Thorn faisait partie du Parlement européen, sans en avoir droit, parce que la majorité d'alors des socialistes sous la direction de M. le Président Cravatte et des démocrates-chrétiens n'ont jamais voulu exclure le parti démocratique de cette représentation. Je ne voudrais pas non plus professer un enthousiasme démesuré qui ne serait nullement justifié à l'heure actuelle. Certes, 25 ans après la signature du Traité de Paris nous nous réjouissons du fait que la décision du Conseil des Ministres du 20 septembre 1976 de procéder à l'élection directe des membres du Parlement européen permettra de mettre en exécution un engagement inscrit dans le Traité de Paris et repris par les Traités de Rome, engagement qui consiste à donner à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes cette légitimité démocratique qui lui fait défaut. Notre rapporteur, Mme Flesch, que je félicite pour son rapport, y fait l'historique et rappelle le long chemin et les travaux au niveau européen, depuis le projet de Convention présenté par notre regretté ami, M. Fernand Dehousse, travaux qui

ont finalement abouti à l'accord que nous ratifions aujourd'hui. Il est incontestable qu'au cours des 25 années de son existence le Parlement européen a déjà su conquérir une certaine influence, malgré l'absence de pouvoirs législatifs réels. Il est tout aussi incontestable que l'élection directe, même en l'absence de pouvoirs législatifs réels, saura renforcer son influence politique et contribuer ainsi à réajuster l'équilibre institutionnel des Communautés. Cette élection permettra également d'améliorer l'information et l'intérêt des citoyens des Etats membres appelés à élire directement leurs représentants, tant en ce qui concerne le bien fondé voire la nécessité de l'intégration européenne que les problèmes avec lesquels les Communautés sont confrontés et qui nous concernent tous.

Si donc la décision d'élire les membres du Parlement européen est pour nous, sociaux-démocrates luxembourgeois, un sujet de satisfaction, elle ne peut et ne devrait d'ailleurs pas faire oublier les échecs, les pénibles tergiversations que nous connaissons dans les Communautés surtout depuis les deux dernières années. L'élection du Parlement européen au suffrage universel ne devrait en effet être ni un alibi ni un moyen de détourner l'opinion publique de la stagnation actuelle. Ne nous faisons aucune illusion ! Cette élection ne fournira pas en elle-même une solution aux graves problèmes économiques et sociaux – sans même parler des problèmes politiques – de la Communauté. Il est vrai que cette élection est considérée par d'aucuns comme une fuite en avant. Les choses étant ce qu'elles sont dans les Communautés à l'heure actuelle et surtout depuis l'élargissement par l'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, que nous n'avons pas encore digérée, il ne faut pas espérer des miracles de cette élection. Mais l'on pourra assurément compter sur la force intrinsèque d'un Parlement élu. Comme tous les parlements dans la longue histoire de nos démocraties parlementaires, il saura assurément, avec le temps, arracher, à travers les pouvoirs budgétaires, les pouvoirs législatifs dans les domaines où cela s'avérera opportun et justifié pour renforcer l'intégration, pour faire fonctionner non seulement le marché commun des marchandises, mais pour continuer sur le chemin de l'union économique et monétaire et pour faire finalement cette Europe des peuples qui, par son contenu équilibré de liberté démocratique, de morale sociale et de bien-être, pourrait être un véritable modèle pour le reste de l'humanité, une Europe qui pourra, dans le concert des nations, jouer le rôle et prendre les responsabilités qui incombent à cette partie du globe, rôle et responsabilités que nous sommes manifestement incapables d'assumer en l'état actuel de l'intégration européenne, qui présente de dangereux symptômes de désintégration.

Nous avons donc de bonnes raisons d'approuver l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, tout en sachant que cette élection ne changera rien à la situation désolante dans laquelle les Communautés se trouvent. Nous espérons cependant que cette élection ne sera ni un simple alibi ni une *show de folklore* politique, comme d'aucuns l'ont déjà qualifiée, mais qu'elle constituera une étape importante sur la voie de l'intégration européenne, une phase vers un nouvel équilibre entre les compétences

nationales et les compétences communautaires, entre le poids politique des Etats et celui de la Communauté.

Je tiens à souligner dans cet ordre d'idées que l'élection européenne ne pourra être un nouveau stimulant d'intégration que si elle sera organisée de manière à ne pas exclure dès le départ certains courants politiques dans les Etats membres. L'accord sur la répartition entre les neuf Etats membres des 410 parlementaires à élire, dont 6 pour le Grand-Duché, devrait en effet permettre une représentation adéquate de tous les courants d'opinion des neuf pays, à la condition que la procédure électorale, qui sera encore régie dans chaque Etat membre par les dispositions nationales, sera telle que les différents courants d'opinion dans chaque pays auront ce que j'appellerai "a fair chance" d'être représentés. L'on peut noter avec satisfaction que dans certains Etats membres, bien plus grands que notre pays, l'on s'oriente vers une solution qui fera du pays une seule circonscription, permettant, avec le système proportionnel, à tous les courants d'opinion, même les plus minoritaires, d'être représentés. Il est évident que ce qui vaut pour les grands Etats vaudra a fortiori pour le plus petit, le nôtre, qui n'a d'ailleurs conservé ses six sièges pour une population de 350.000 habitants qu'avec l'argument – que notre rapporteur rappelle à juste titre – qu'"il faudrait permettre à toutes les forces politiques représentées au sein du Parlement national de s'exprimer de façon adéquate au plan européen". Il en résulte qu'il faudra faire du pays une seule circonscription électorale et non pas deux, comme d'aucuns le préconisent, ce qui équivaldrait à créer une clause de barrage d'au moins 25 pour cent et à exclure donc tout courant d'opinion qui ne représenterait pas le quart de la population. Un tel système serait non seulement anti-démocratique, il serait aussi la réduction à l'absurde de notre position, à savoir que le nombre de six sièges pour le Luxembourg – ce qui est une sur-représentation par rapport à d'autres Etats membres – est un minimum incompressible. Un système électoral qui ne permettrait qu'à deux ou trois courants d'opinion d'être représentés, serait discriminatoire et antidémocratique. Les protagonistes d'une telle solution font bien sûr fi du fait que les députés à élire au Parlement européen y représenteront les intérêts de tous les Luxembourgeois et non pas les intérêts d'une région ou d'une corporation.

Ces députés doivent avoir une assise nationale, et il faut permettre aux 200 000 électeurs de notre pays de participer chacun à l'élection des six membres luxembourgeois du Parlement européen.

Ceux qui préconisent le partage du pays en deux circonscriptions (sud/est et centre/nord) avancent le soi-disant argument qu'il faudrait permettre à la population des campagnes d'envoyer un représentant au Parlement européen. Le meilleur système pour ne pas assurer une telle représentation est le partage du pays en deux circonscriptions, car la population citadine du sud et du centre écraserait dans cette hypothèse la population des campagnes si elle ne peut associer ses intérêts dans une seule circonscription.

Autre argument tout aussi fallacieux : La campagne électorale serait trop pénible si les candidats devaient s'adresser à tout le pays. Mais que diront donc les candidats des autres Etats membres, qui devront s'adresser à des

dizaines de millions d'électeurs, si le pays sera une seule circonscription, et même à des millions, si l'on divisait le pays ? Je voudrais d'ailleurs citer ici une excellente prise de position d'un lecteur du Luxemburger Wort, publiée le 22 juin :

“Die Wahlen werden nach dem Proporzsystem durchgeführt. Dieses System ist unter allen Systemen dasjenige, das am meisten Gerechtigkeit gibt. Das ganze Land ist nur ein Wahlbezirk. Es hat keinen Zweck, bei sechs Abgeordneten, die zu wählen sind, auch noch das Land in vier Wahlbezirke aufzuteilen.”

Il est de notoriété publique que notre système électoral, qui permet à l'électeur, par des voix préférentielles, de décider qui sera élu, est un des plus démocratiques qui soit. Diviser le pays en deux circonscriptions avec 3 voix pour chaque électeur conduirait inéluctablement à l'abolition du système de deux voix préférentielles par candidat. Nous sommes contre l'abolition de cette procédure de vote qui a fait ses preuves dans notre pays. Nous sommes d'avis qu'en dehors de la décision de faire du pays une seule circonscription, il y a lieu de changer le moins possible à notre loi électorale. C'est-à-dire que les modalités de l'élection de nos six représentants au Parlement européen devraient être telles que chaque parti présentera une liste de six candidats. Chaque électeur aura six voix ; il pourra les donner à une liste en noircissant le cercle ou donner deux voix préférentielles ou une seule à des candidats d'une ou de plusieurs listes.

A part les tentatives de fausser l'élection européenne dans notre pays par un mode de scrutin discriminatoire et antidémocratique, il y a d'autres tendances qui se sont manifestées au Parlement européen pour fausser les chances au départ.

En présence de la décision du Parlement européen d'allouer aux groupes politiques actuellement constitués un montant de 120 millions de francs luxembourgeois pour la préparation des élections européennes, les membres du groupe social-démocrate de notre Chambre ont adressé le 9 mars 1977 la pétition suivante au Parlement européen : Les signataires de la présente pétition,

- se référant aux décisions du Bureau et de la commission des budgets du Parlement européen qui prévoient qu'une somme de 120 millions de francs luxembourgeois (2,4 Muc), provenant de fonds publics, sera mise à la disposition des groupes politiques du Parlement européen pour financer des actions politiques dans la perspective de la préparation des élections européennes ;
- estiment que ces décisions favorisent de manière unilatérale et inadmissible les forces politiques actuellement représentées au Parlement européen et qu'elles entraînent dès lors un emploi abusif des fonds publics à des fins de propagande politique partielle ;
- constatent avec étonnement que la majeure partie des crédits désormais mis à la disposition des groupes politiques du Parlement européen étaient destinés initialement à une “contribution du Parlement européen à l'information sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct”
- estiment que l'affectation de crédits communautaires à des forces politiques dans la perspective de la prépa-

ration des élections européennes ne devrait être autorisée que si ces crédits sont distribués, de façon équitable et loyale, à toutes les organisations politiques qui présenteront des candidats à ces élections ;

- considèrent que les décisions qui viennent d'être prises sont en contradiction flagrante avec les règles élémentaires de la démocratie ;
- invitent dès lors les organes compétents du Parlement européen à annuler ces décisions, qui pourraient entraîner un détournement de fonds publics de leur destination.

Luxembourg, le 15 mars 1977

Henry CRAVATTE

Profession : Avocat, Député, ancien vice-président du gouvernement et Président du Parti social-démocrate luxembourgeois

Nationalité : luxembourgeoise

6, place des Recollets

DIEKIRCH

Albert BOUSSER

Profession : Député et ancien ministre

Nationalité : luxembourgeoise

4, rue Marie-Astrid

HOWALD/HESPERANGE

Roger SCHLEIMER

Profession : Député, employé privé

Nationalité : luxembourgeoise

94, rue de l'Egalité

LUXEMBOURG

Astrid LULLING

Profession : Député et Présidente du groupe social-démocrate de la Chambre des Députés

Nationalité : luxembourgeoise

14, rue de Hédange

SCHIFFFLANGE

Georges HURT

Profession : Député

Nationalité : luxembourgeoise

10, rue du Ruisseau

BIWER

Cette pétition est actuellement en discussion à la Commission des Pétitions du Parlement européen. Et je voudrais dire à ce sujet ceci : Si des ressources publiques sont utilisées pour la campagne électorale, elles doivent être équitablement réparties, pour ne pas fausser la concurrence au départ. Si donc le Parlement européen entend mettre à la disposition des candidats des neuf Etats membres un crédit pour la préparation de ces élections, ce ne sont pas les

groupes politiques de l'actuel Parlement, mais les candidats dans les neuf Etats membres qui devront pouvoir en bénéficier. J'espère que le Bureau du Parlement européen et surtout son Président auront assez de discernement pour ne pas envenimer à la veille des élections européennes la situation par un saupoudrage des membres actuels aux dépens des deniers publics, et j'espère surtout que notre Premier Ministre, Président d'une des formations, que M. Tindemans aussi, auront assez de discernement pour contre-carrer les tentatives d'autres formations politiques pour allouer une somme de 120 millions de francs luxembourgeois aux groupes politiques actuellement établis au Parlement européen, parce qu'une telle décision donnerait raison à ceux qui ne pensent pas grand-chose de l'actuel Parlement et de sa composition et qui ne cessent de le discréditer dans l'opinion publique.

Ceci dit, je pense avec ce citoyen qui a adressé une excellente lettre au "Luxemburger Wort" que tous les partis devraient arriver à un accord pour limiter les dépenses de la campagne électorale. Ce lecteur a écrit, et cela a été publié au "Luxemburger Wort", ce que sont ses idées en ce qui concerne la campagne électorale, et il dit : "Der Wahlkampf wird reglementiert. Er soll höchstens zwei Wochen dauern. Am besten wäre es, wenn die einzelnen Parteien sich einigen könnten, überhaupt keinen Wahlkampf zu führen".

Cette dernière proposition va certainement trop loin, mais ce qu'il faudrait éviter, ce serait d'inonder le pays de tracts et de papier. Bornons-nous donc à l'essentiel ! Pourquoi ne pas limiter la campagne électorale à la radio et à la télévision, en accordant à chaque liste un temps d'antenne suffisant pour présenter son programme et pour présenter ses candidats ? Si des partis estiment qu'ils ont des fonds en trop, je crois qu'ils pourraient beaucoup mieux les consacrer à des organisations sociales que d'inonder le pays à coups de millions de tracts, si on permettait au pays, pour une telle élection nationale de profiter de la radio et de la télévision pour faire cette campagne et donc pour ne pas fausser aussi de ce côté les chances au départ.

Il y a encore un autre aspect de l'élection européenne qui concerne directement notre pays et que je voudrais signaler : c'est celui du siège du futur Parlement européen à 410 membres. Nous sommes d'avis que nous devons créer à Luxembourg la structure d'accueil pour permettre au Parlement élu non seulement de maintenir son Secrétariat général à Luxembourg, mais pour y tenir également ses sessions.

Il est clair que cette coûteuse structure d'accueil ne se justifiera que si nous avons de sérieuses garanties quant au respect de la décision du 8 avril 1965 concernant le siège des institutions. Or, c'est avec les plus grands soucis que nous observons un certain exode de fonctionnaires du Parlement européen vers Bruxelles. On dit, je l'ai appris la semaine dernière, que le Bureau du Parlement européen est en pourparlers pour louer à Bruxelles un bâtiment appartenant à la Banque Lambert et comprenant plus de 600 bureaux. Je demande au Gouvernement — et M. Thom, d'après les journaux d'aujourd'hui, a déjà fait une démarche —, de nous dire s'il pense que de tels agissements qui videront petit à petit le Secrétariat général du Parlement européen à Luxembourg sont compatibles avec les dispo-

sitions de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés européennes, décision du 8 avril 1965 qui fait partie intégrante du Traité de fusion qui a été ratifié ici et dont l'article 4 est ainsi libellé : "Le Secrétariat général de l'Assemblée et ses services restent installés à Luxembourg."

Il s'agit là d'un traité, et il est inconcevable qu'un Bureau du Parlement européen essaie de détourner ce traité, ratifié par les Parlements des 6 Etats membres, ratifié d'ailleurs aussi par les trois qui ont adhéré, il est inconcevable que le Bureau d'un Parlement prenne de telles initiatives. Cela est contre la lettre et contre l'esprit du traité, et j'en sais gré au Président Thom d'être intervenu tout de suite afin de faire le nécessaire pour faire cesser ces agissements qui sont contraires au traité, parce que si le Parlement européen veut vraiment se discréditer entièrement dans l'opinion publique, il n'a qu'à faire de tels agissements, parce que c'est lui qui devrait contrôler l'application des traités. Or, ce n'est pas à lui d'essayer de détourner ou de dévier les traités.

Je dis cela très, très formellement, et j'invite le Gouvernement à faire les protestations les plus formelles auprès de tous les Etats membres, afin de faire cesser ces agissements.

En ce qui concerne la procédure d'approbation du présent projet de loi, nous partageons l'avis de la Commission des Affaires étrangères que la procédure ordinaire d'approbation des lois est applicable. L'élection directe est en effet déjà prévue aussi bien dans le Traité instituant la CEEA que dans les Traités de Rome, tous les deux ratifiés par notre Chambre selon les règles applicables aux révisions constitutionnelles. La présente décision et l'acte portant élection des représentants à l'Assemblée n'ont pas pour effet de transférer à ce Parlement des attributions réservées encore actuellement au législateur luxembourgeois. Un transfert de compétences devra faire l'objet d'une modification des Traités de Paris et de Rome et devra être ratifié par deux tiers des suffrages d'au moins trois quarts des membres présents de notre Chambre. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui. J'ai déjà dit qu'en ce qui concerne le transfert de compétences, nous estimons qu'il y a lieu d'opérer avec circonspection pour atteindre le but d'un meilleur équilibre institutionnel qui devrait surtout rétablir le pouvoir de décision au niveau communautaire qui fait actuellement de plus en plus défaut. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les gaullistes et certains milieux de droite en Europe qui se demandent s'il y a lieu de permettre, par le truchement de compétences accrues au Parlement européen, aux communistes et à leurs alliés socialistes qui préconisent le front populaire, d'augmenter progressivement leur influence sur la politique européenne, d'imposer par ce truchement aux pays, dont la majorité n'est pas socialo-communiste, des systèmes et des solutions que les électeurs ont rejetés. Ceux d'entre nous qui ne nourrissent pas d'illusions au sujet de la stratégie et des objectifs de l'eurocommunisme, qui redoutent qu'une influence socialo-communiste accrue ne ferait que promouvoir l'érosion des Communautés et de l'Alliance atlantique, comprennent que si l'élection européenne doit être plus qu'un alibi, si elle doit être la manifestation d'une réelle volonté de construire, si elle doit vraiment contribuer à améliorer la situation

actuelle, elle doit se situer dans un environnement réaliste, surtout en ce qui concerne le transfert de compétences.

Dans le rapport de la Commission des Affaires étrangères le problème du cumul du mandat national et du mandat européen n'a pas été soulevé. Les futurs délégués directement élus seront-ils des députés européens à un Parlement européen ou des représentants de leur pays à une institution internationale? Pour nous sociaux-démocrates, qui approuvons l'intégration européenne, il n'y a pas conflit entre notre conscience européenne d'une part et le souci de défendre les intérêts légitimes des électeurs luxembourgeois et de notre appartenance politique de l'autre. Aussi pensons-nous que malgré certains inconvénients le cumul du mandat de député européen et de mandataire national est acceptable voire opportun. Pour les membres luxembourgeois, qui vivent au centre de la Communauté, au siège provisoire du Secrétariat général du Parlement européen, il représente moins d'inconvénients que pour ceux qui doivent chaque semaine et plusieurs fois par semaine effectuer des voyages de milliers de kilomètres pour assister à une réunion d'un jour ou d'une demie-journée. Nous approuvons donc à l'heure actuelle cette partie de la décision qui traite des incompatibilités et qui permet le cumul du mandat national et du mandat communautaire, au moins dans l'étape dans laquelle nous nous engageons actuellement.

Monsieur le Président, je voudrais conclure en soulignant que la décision d'élire le Parlement européen au suffrage universel est un défi dont j'espère que tous ceux qui veulent une Europe unie, démocratique, prospère et pacifique, sauront le relever et contribuer ainsi à faire de l'Europe le modèle d'une société démocratique, pluraliste, de justice sociale, de paix et d'une qualité de vie qui sera à la hauteur des espérances légitimes des hommes et des femmes d'aujourd'hui et de demain.

Je vous remercie.

(Très bien sur les bancs du Psd.)

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Werner.

M. Werner. Monsieur le Président, Madame, Messieurs. J'interviens plutôt à la fin de ce débat. J'ai écouté avec attention les interventions des divers orateurs. Incontestablement ce débat était une manifestation du consentement assez général des divers partis de ce Parlement au sujet de la politique européenne. Je dois faire abstraction naturellement du parti communiste.

Le dissentiment du parti communiste m'étonnerait moins, si je n'avais pas été témoin il y a une dizaine de jours d'un autre son de cloche communiste que j'ai entendu en Italie. J'ai assisté là à des manifestations dans lesquelles sont intervenues des personnalités assez notoires du parti communiste italien, et j'ai été surpris, étant habitué au langage de M. Urbany, de trouver dans leur bouche des déclarations de confiance dans l'avenir de l'intégration européenne. J'ai été frappé de leur voir proférer des arguments comme par exemple les sacrifices que les diverses nations doivent apporter pour favoriser l'intégration européenne, et je leur ai découvert même un certain enthousiasme pour l'union

économique et monétaire dans la Communauté, ce qui était évidemment fait pour me réjouir.

Si j'évoque ce souvenir récent, c'est peut-être pour donner un avertissement à M. Urbany dans son intérêt. En effet, j'ai l'impression que peu à peu il retarde sur les événements et sur les évolutions, et il serait peut-être bon qu'il se renseigne davantage sur les courants qui traversent actuellement certains partis communistes en Europe, sinon il risquerait un jour de se voir qualifié – de ce qui est pour lui la pire des injures – de conservateur et de réactionnaire propageant encore des relents de la guerre froide.

C'est un conseil amical que je vous donne.

M. Urbany. Sou laang wéi mir vun iech nèt gelueft gin, leie mir richteg. Ech wëll nèt bei deene Kommuniste sin, déi vum Här Werner gelueft gin.

M. Werner. Mais je vous donne amicalement un conseil de vous renseigner.

La vie quotidienne des Communautés européennes est faite pour décourager ceux qui ne vivent pas avec les problèmes complexes qui se posent aux organes communautaires. Effectivement les palabres des Conseils, les discussions sur toute une cuisine de produits de grande ou de moindre importance, les échecs et les reports de décisions d'une réunion à l'autre, les interminables marathons de nuit, prennent à la longue un tour lassant et laissent de larges couches de notre population indifférentes, et surtout aussi la jeunesse.

Avec l'élection directe du Parlement Européen le public européen se voit confronté pour la première fois depuis longtemps avec un projet à caractère purement politique et institutionnel. Aussi j'attribue à cette élection le mérite primordial de permettre de mobiliser à nouveau les esprits pour les objectifs de l'intégration européenne. Qu'il s'agisse des programmes des partis européens, de la campagne électorale, du grand branle-bas d'élections dans un ensemble politique de 250 millions d'habitants, même les indifférents et les adversaires ne pourront échapper à l'interpellation de l'idée européenne. Bien sûr, si cette chance est offerte, il faut aussi la saisir, ce qui signifie à mon sens que toutes les organisations, les organismes de Bruxelles, de Luxembourg, de Strasbourg, les mouvements de militants européens, doivent joindre leurs efforts pour une vaste campagne d'information et de propagande. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord à réduire la campagne électorale à une quinzaine de jours. Vue d'une façon aussi ample et au-dessus des partis comme je le fais en ce moment, je crois que c'est d'abord une grande campagne de propagande et d'information sur les objectifs et sur l'avenir de l'intégration européenne qui doit s'ouvrir prochainement. Et à cela il faut consacrer des fonds. La Communauté doit consacrer certains fonds à cette propagande, répartis d'une façon équitable. Sur ce point je suis d'accord avec Mme Lulling, mais enfin je crois que cette chance unique de sensibiliser à nouveau le public européen sur les objectifs de la Communauté doit être saisie.

Bien sûr le progrès fondamental – évidemment quand je parle de cet avantage de la campagne qui va s'ouvrir, il faut aussi saisir le fond – de ces élections est celui d'être une

consécration du principe démocratique. Comme on l'a dit, le Parlement gagnera en légitimation démocratique et, de ce chef, en autorité.

J'attache encore une certaine importance au fait que les Gouvernements, en décidant de donner suite à un article du traité qu'ils avaient failli oublier, ont manifesté par là qu'à leurs yeux ces traités comme tels gardent toute leur valeur et surtout leur caractère contraignant.

En effet, l'organisation d'élections directes du Parlement européen, qui était prévue par le Traité de Rome et dont la mise en oeuvre a été retardée et reportée d'année en année, devrait fournir l'occasion de faire le point de l'exécution du Traité en question.

Si nous nous sensibilisons à nouveau sur les problèmes européens, je crois que le moment est aussi venu de faire l'inventaire des dispositions des traités qui ont reçu une exécution parfaite ; il y en a un certain nombre. Il y en a aussi d'autres qui ont été oubliées par la suite ou qui n'ont été exécutées que partiellement ou fragmentairement.

En effet, vous avez pu constater qu'au moins dans un des pays de la Communauté des préoccupations se sont fait jour sur la façon dont le Parlement pourrait s'attribuer, enfin pourrait s'arroger comme on dit, de nouvelles attributions. Je pense que cette discussion sur ce point de vue soulève par ricochet le problème de la fidélité à la lettre du Traité, et cela dans les deux sens, à la fois pour ceux qui veulent trop tirer du Traité et ceux qui en tirent trop peu. En ce sens le défaut d'exécution des dispositions de l'article 139 du Traité du Marché Commun constituait un précédent regrettable et donnait l'impression qu'on pouvait d'une façon un peu cavalière faire fi de certaines obligations juridiques découlant des Traités.

Sur ce point il faut donc se réjouir qu'en acceptant les élections directes, les Gouvernements aient marqué leur fidélité aux dispositions du Traité.

Les délégations luxembourgeoises qui tout au long des années ont négocié sur le plan de l'Europe, sont toujours parties de deux points de vue très fermes.

Tout d'abord, depuis toujours, le Luxembourg s'est déclaré prêt à mettre en commun l'exercice de droits souverains spécifiques dans la mesure où l'exercice de ces droits ne se fait plus efficacement sur le plan national. C'est le fameux principe de subsidiarité que nous avons affirmé de chaque occasion. C'est pourquoi évidemment nous ne nous fermons pas à l'attribution de nouveaux pouvoirs aux organes de la Communauté et spécialement au Parlement européen, si l'évolution des besoins et des idées le postule. Personnellement je suis d'avis qu'une telle extension s'imposera et même au Gouvernement, dans la mesure où des possibilités de contrôle parlementaire sont soustraites aux Parlements nationaux par l'évolution même de la Communauté, comme cela a été le cas pour les pouvoirs budgétaires.

La seconde idée, qui était à la base des positions luxembourgeoises traditionnellement, était que le Traité de ce genre ne permet pas une extension automatique des attributions des organes communautaires, ni surtout une auto-extension de ces attributions par l'un de ses organes communautaires.

Les procédures de modification des traités sont prévues par des dispositions expresses et supposent l'unanimité des partenaires, c'est-à-dire l'accord de leurs organes constitutionnels. Sur ce point évidemment nous n'avons pas partagé les craintes exprimées au Parlement français. Nous n'avons pas besoin d'affirmer qu'une modification dans les attributions ne peut que résulter d'une modification des traités. Cela va de soi, et c'est conforme au droit international, il n'y a pas de querelle à ce sujet en ce qui nous concerne.

Personnellement j'estime que l'extension des attributions du Parlement s'imposera aux Gouvernements par le développement de la Communauté qui crée nécessairement des zones de responsabilité non contrôlées par les Parlements nationaux.

La question qui est souvent posée est celle de savoir quelle pourra être, du moins dans les premiers temps, l'incidence des élections directes sur la vie des Communautés, puisqu'on ne peut pas s'attendre qu'à ce que du jour au lendemain le Parlement se voit attribuer de nouvelles compétences. Cette incidence se fera-t-elle dans le sens non seulement de la consolidation, mais aussi du progrès sur la voie de l'intégration européenne, parce qu'après tout ce que tous les fervents Européens attendent, c'est le progrès, c'est de sortir de la stagnation actuelle pour réaliser de nouvelles étapes dans la construction de l'Europe.

Evidemment il faut avoir une vue réaliste des possibilités actuelles de développement de la Communauté, et les difficultés ne vous sont pas inconnues, je n'ai pas besoin d'y insister.

Je dis quand même "possibilités de développement dans les circonstances du moment". Comme je l'ai dit, les circonstances du moment ne sont pas favorables, étant donné la situation sociale et politique dans les divers Etats membres. Mais j'ai toujours cru que le devoir des hommes politiques est de faire en sorte que l'impossible d'aujourd'hui devienne le possible de demain. En d'autres termes, les orientations fondamentales et les objectifs économiques et politiques que nous nous étions présentés doivent être poursuivis constamment jour par jour, même si le progrès est difficile et se fait par très petits pas. Mais la nouvelle légitimation des députés européens devrait avoir comme conséquence de renforcer le poids de l'Assemblée dans l'ensemble des rouages des Communautés. Devant se justifier désormais devant leurs électeurs de l'exécution de leur mandat spécifique — et ceci est un progrès important, — les candidats et les élus voueront nécessairement une attention plus concentrée et plus active à ce qui est le propre de l'intérêt communautaire, même au cas où dans cette première phase ils cumuleraient encore le mandat européen avec le mandat national. Il deviendra plus difficile de prendre des positions contradictoires au Parlement européen et dans le Parlement national. Sur ce point il y aura certainement un progrès d'ordre psychologique. Les élections européennes obligent aussi les partis regroupés sur le plan des Neuf à présenter des programmes d'action qui équivalent à une nouvelle prise de conscience de l'état actuel des Communautés. Et ce que l'on a déjà appris des programmes des grands partis européens qui soit ont été publiés soit existent en projets, il est incontestable que les

partis en question prennent une nouvelle conscience de ce qui pourrait être l'avenir de la Communauté.

C'est un phénomène que je constate personnellement, rien que par mon expérience personnelle. D'ores et déjà nous voyons se réveiller l'intérêt pour ce qui était les grands desseins de la Communauté, entrés dans l'ombre depuis un certain nombre d'années sinon abandonnés.

Je crois qu'il appartient aux candidats à l'élection parlementaire et aux élus de faire en sorte que ce réveil de l'intérêt ne soit pas un simple feu de paille.

La plupart des problèmes de la Communauté qui sont en souffrance postulent une volonté politique renouvelée et, je dirais même, une nouvelle conversion à l'Europe. En effet, l'évolution récente n'a pas été favorable pour forger de fortes convictions sur l'avenir de l'Europe ; au contraire, le découragement gagnait même les rangs des militants pour l'idée européenne. Et l'idée qu'après tout l'union douanière fonctionne encore et que le libre-échange se défend mieux sur le plan mondial, a conduit certains esprits à mettre en doute la nécessité de compléter l'oeuvre communautaire. Et il arrive qu'on vous dise, est-ce qu'après tout on ne pourrait pas se contenter d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange ? Il faut s'élever avec force contre ce raisonnement. En effet il est fallacieux. Quoi qu'on dise, avec l'approfondissement de la crise économique structurelle, dont nous souffrons actuellement, avec l'exacerbation de la concurrence internationale, avec le penchant aux mesures unilatérales et protectionnistes qui se fait jour actuellement, même la crise de la Communauté tendra à se dégrader.

On trouve aujourd'hui les raisonnements les plus contradictoires. On justifie même disons cette stagnation par l'inachèvement d'une union économique alors que les différences entre les économies nationales se sont élargies, et que le bénéfice que retirent les partenaires individuels du marché unifié subit aussi des variations dans le temps.

La Communauté est un peu, je dirais, la victime de la polarité gradualiste, c'est-à-dire progrès graduel et d'autre part indivisibilité de l'économie ; on procède à petits pas, jamais l'oeuvre n'est achevée, et de ce fait, et suivant les époques, certains Etats profitent plus économiquement et financièrement de la Communauté que d'autres. Il y a certains Etats de la Communauté dont l'expansion industrielle et économique a été faite grâce à la Communauté, au Marché commun pendant les premières années de l'existence du Marché commun ; il y en a d'autres qui pour des raisons politiques, sociales, géographiques même, historiques parfois, n'ont pas pu suivre le même pas. Je crois que la solidarité communautaire doit être aussi une solidarité dans le temps. En ce sens que ceux qui ont d'abord profité de l'expansion de ce libre marché industriel, qui est vraiment une formidable acquisition pour les 9 pays, se rendent compte qu'ils doivent aussi manifester la solidarité vis-à-vis de ceux qui, pour une raison ou une autre, sont restés en retrait de ce mouvement.

D'autre part, et voilà une autre présentation contradictoire des choses, ce sont souvent ceux qui réclament avec le plus d'insistance et de virulence l'indépendance économique et financière de l'Europe qui refusent à la Communauté de s'affirmer par des institutions et des initiatives communes. On taxe d'utopistes ceux qui osent encore

croire à une intensification de l'intégration économique et monétaire, voire de l'union politique. Or, ce qui me paraît au moins aussi utopique sinon plus utopique, c'est de croire que l'acquis communautaire — le marché libre industriel, le marché agricole, la libre circulation des personnes et le droit d'établissement — puisse être sauvegardé à la longue et échappera à la désintégration progressive, si la dynamique du progrès de l'enchaînement successif des solidarités matérielles et morales ne joue plus à l'avenir comme elle a joué au début de la Communauté. C'est pourquoi l'élection devrait donner le signal pour une relance des grands desseins négligés de la Communauté : la politique régionale, la politique de l'énergie, une politique sociale et l'union économique et monétaire, en ce sens que par rapport au projet de 1970 l'accent doit être déplacé vers ce qui est le problème fondamental de notre temps, de l'heure actuelle, c'est-à-dire la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage.

Voilà les problèmes fondamentaux, et je vous dis franchement que ces problèmes dépassent aujourd'hui les nations individuelles, que l'interdépendance économique qui s'est déjà engagée entre les pays de la Communauté nous condamne à entrevoir ces problèmes et à les juger sur le plan communautaire. Ils ont pris une dimension communautaire. Cela nous le voyons mieux tous les jours. Et si l'union monétaire complète n'est pas réalisable dans l'immédiat ni même dans un avenir prévisible, il devient néanmoins impératif dans l'intérêt de cette politique de l'emploi et du développement d'organiser la Communauté sur le plan monétaire avec l'objectif immédiat de la lutte contre l'inflation, la lutte contre le chômage, le sauvetage de la politique agricole, le maintien de la liberté des échanges industriels. Le fossé entre nos économies se creuse de jour en jour. Je ne crois pas que ce train de choses doive être fatal, je ne crois pas que l'un quelconque des pays membres ait intérêt à ce que la situation se détériore davantage. La stabilité dans la croissance exige la création d'une zone monétaire intégrée, une espèce de préunion monétaire remettant de l'ordre dans les relations entre les partenaires, et mettant de l'ordre aussi dans l'exécution des traités, dont on a tendance parfois à oublier les dispositions et les injonctions. Ce processus doit se fonder sur une philosophie économique et sociale de progrès, qui puisse inspirer confiance aux masses travailleuses. Voilà comment je conçois l'apport intellectuel et politique que les nouveaux parlementaires européens pourront faire à l'Europe, voilà les espoirs que je mets en eux, et j'espère que pour une fois les pessimistes auront tort.

Ceci dit, je voudrais encore revenir à deux problèmes qui ont été évoqués au cours de ces débats, le premier est le problème constitutionnel en ce qui nous concerne.

Je suis d'accord avec le rapporteur pour dire que le vote qui devra intervenir sur ce projet est un vote dans les conditions ordinaires, c'est-à-dire sans la majorité qualifiée prévue par la Constitution.

Il est vrai que nous avions évoqué en commission des possibilités futures, des perspectives futures, et que nous nous étions demandés si la modification d'un traité voté avec la majorité qualifiée constitutionnelle, telle qu'elle est prévue pour les traités qui comportent un certain abandon

de droits souverains, si donc la modification d'un traité ne devrait pas intervenir également en soumettant ces textes au vote de la majorité qualifiée. Les précédents évidemment nous ont guidés en ce sens que lors du traité sur la fusion des exécutifs, l'affaire avait été examinée et le rapporteur du projet d'alors, M. Bech, avait défendu devant notre Parlement la thèse qu'il suffisait d'un vote à la majorité simple étant donné que les attributions déléguées n'étaient pas comme telles modifiées.

J'estime cependant, et je me rallie sur ce point à la proposition de l'honorable rapporteur, que cette question devra être réexaminée par un expert juridique qualifié. Pas en ce qui concerne le traité qui nous est soumis aujourd'hui, mais pour faire face à d'éventuelles situations de l'avenir.

Evidemment, dans ce traité-ci, étant donné que le nombre, disons l'influence des parlementaires luxembourgeois dans l'Assemblée est pratiquement diminuée de moitié, étant donné que les autres délégations sont doublées, on aurait pu dire qu'il s'agit en un certain sens d'un nouvel abandon de souveraineté. Mais il se pourrait qu'à l'avenir des problèmes se posent, en que nous ayons intérêt à défendre certaines positions luxembourgeoises et où, je dirais, la majorité qualifiée constitutionnelle serait un abri derrière lequel on pourrait se retrancher, si dans la suite nous verrions notre position diminuée au sein de la Communauté. C'est une perspective qui peut-être ne se réalisera pas, mais ce sont des perspectives qu'il faut entrevoir.

Le second problème pratique que je voudrais encore soulever est celui du siège du Parlement européen.

Sur ce point je puis me rallier à ce qui a été dit par divers orateurs, et je voudrais souligner à mon tour que la question des sièges provisoires de la Communauté a été réglée en 1965 en vertu d'un traité international, et que cette décision ne peut être modifiée qu'avec l'accord unanime des Gouvernements et des Parlements des partenaires dans la Communauté.

Vous vous rappelez que j'ai personnellement participé à la négociation de ce traité, je connais l'esprit qui anime les décisions en question, évidemment aussi la lettre. Mais, et l'esprit dans lequel nous avons négocié en son temps et la lettre sont absolument clairs en droit international. Et il ne me semble pas que le Parlement ou le Bureau du Parlement ou quelque autre organisme puisse modifier quoi que ce soit à ces décisions de 1965 sans le consentement de tous les Gouvernements en question. Et cela ne s'applique pas seulement aux 6 Gouvernements qui ont négocié en 1965, cela s'applique aussi dans le cadre de la Communauté des Neuf, parce que dans les documents qui ont été rédigés au moment de l'adhésion des trois nouveaux membres il est clairement dit qu'ils acceptent toutes les décisions qui ont été antérieurement prises par la Communauté des Six.

Je crois qu'il serait du mauvais augure si on inaugurerait les activités du nouveau Parlement par une dérogation à ce qui est quand même une règle internationale clairement établie.

Voilà, Mesdames, Messieurs, ce que je voulais dire à propos de cette ratification de ce traité. Encore une fois, c'est une grande occasion qui se présente, une occasion qui doit être saisie. Et je ne peux que conclure en faisant un appel — sans égard à l'appartenance aux divers partis — à tous pour oeuvrer au cours de cette campagne électorale qui

va s'ouvrir dans le sens positif, dans le sens de l'intégration européenne, d'une intégration réalisée selon les principes démocratiques et avec la vue d'un meilleur avenir pour tous les peuples de la Communauté.

Merci !

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Hansen.

M. Hansen. Här Präsident, dir Dammen, dir Hären. No den interessanten Ausföerunge vu mëngem Virriedner, dem honorablen Här Werner, an nodeem onse Fraktiouns-sprecher Willy Dondelinger den Accord vun der LSAP zu der Approbatioun vun der Décisioun an dem Acte vun der Direktwahl zum Europaparlament gin huet, géng ech gär op e puer Froen agoen, déi ëmmer erëm vum Wieler am Land opgegraff gin an och bei Gruppenbriefingen, besonnesch vun de jonge Leit, un d'Adress vun ons Politiker gerichtet gin.

D'Fro, déi vill gestallt gët, as déi, ze wëssen, ob Europa ënnert de jëtzege Bedéngunge vu limitéierte Pouvoiren wirklech e gewielt Parlament néideg huet.

D'Existenz selwer vun der Europäescher Kommunautéit bréngt et mat sech, dass ëmmer méi Secteure vun onsem wirtschaftlechen a soziale Liewen der exklusiver Kompetenz vun de nationalen Autoritéiten échappéieren, also domat och der Kompetenz vun onsen nationalen Parla-menter.

D'Ursach as einfach doran ze sichen, dass eng ganz Rei vu Problemer, mat deene mir haut confrontéiert sin op nationaler Basis, keng Solutioun méi fanne kënnen. Et as dat an zounehmendem Mooss de Fall fir d'Léisung vun de ville pendente Wirtschaftsproblemer, virun allem déi vum Chômage an der Inflatoun, dann awer och déi weltwäit Krisis um Stolsecteur. Doriwwer eraus déi vun internationale Commerce, wou eng Stagnatioun feststellen as. D'Landwirtschaft, d'Reglementatioun vun der Konkurrenz, d'Environnementsproblemer an déi vum Schutz vun de Consummateuren, fir nëmmen e puer ze nennen.

Esou as et haut e Fait, dass eng zounehmend Zuel vu Gesetzer a Reglementatiounen, déi um europäeschen Niveau geholl gin, vun de Bürger vun de 9 Mitgliedstaate befollecht a respektéiert musse gin. Wat awer d'Zuel vun europäesche Reglementatioune méi grouss gët, déi vum Conseil des Ministres vun der Kommunautéit geholl gin, esou gët et ëmmer méi indispensable, dass hir Préparatioun an hir Applicatioun enger efficaciter demokratescher Kontroll vun direkt gewielte Parlamentsvertreieder vun alle Mitgliedstaaten ënnerworfen gin. Wann de virleierende Projet vun der Direktwal keen iwwerscheimenden Optimismus zouléisst a keen Allheilmittel as, fir déi wichteg virleieend Problemer ze léisen, dann as et awer e Fortschrëtt, well durch dés Elektioun d'Parlamentarier eng gewëss Autoritéit kréien als direkt gewielt Volleksvertreieder, fir déi uewegenannt demokratesch Kontroll méi efficace ausüben ze kënnen an all hir Efforten op dés wichteg Aufgab konzentréieren ze kënnen, well de Prinzip vun dueble Mandat as laut dësem Projet gin. Duerfir kënnen op dés Manéier all Efforten op dés wichteg Aufgabe vun de gewielten Europaparlamentarier konzentréiert gin, wougéint déi heiteg Ausübung vun Mandat éischter als e Mandat

zweeter Klass ugesi ka gin. Mir wëllen nët verheemlechen, dass mat dem Vote vun den heitegen Approbatiounen déi wichtig Fro vun der Erweiterung vun de Pouvoire vun direkt gewielten Europaparlament nach guer nët geléist as.

Dat institutionnelt Gläichgewicht kann nëmmen verbessert gin, wann dat direkt gewielt Europaparlament erweidert Pouvoiren zouerkannt krit. Duerfir héiert een oft, dass et eng Farce wär, elo en Europaparlament ze wielen, wann nët automatesch dat Europaparlament no der Direktwahl erweidert Pouvoire géng kréien.

Bis zum heitege Moment sin d'Pouvoire vun Europäesche Parlament zwar limitéiert, hun awer schon eng gewëss Importenz, well d'Europaparlament un der legislativer Aarbecht vun der Europäescher Kommissioun deelhält, andeem et obligatoresch zu alle gesetzleche Reglementatiounen konsultéiert gët.

Budgetäresch spillt d'Europaparlament haut schon eng determinant Roll, andeem et mat der Europäescher Kommissioun an dem Conseil des Ministres vun de 9 de Budget vun der Communautéit etabléiert. Dës weideren huet d'Europaparlament eng allgemeng Kontrollkompetenz, an dat nët nëmmen op d'Europäescher Kommissioun, déi et durch e Misstrauensvotum zu Fall brénge kann, mä och op individueller Basis op de Conseil des Ministres vun der Gemeinschaft, mat deem en Dialogue leeft.

Duerfir géng ech gär als Konklusioun zu där vum Lëtzebuerger Bürger gestallt Fro soen, dass, esouguer wann d'Pouvoiren vun EP limitéiert, si dach genügend wichtig sin, dass déijéineg, déi dës Pouvoiren exerceieren, direkt gewielt solle gin. Et as och an deem Sënn, dass méng Fraktioun dës Virloer stëmmt.

E weidert Argument fir d'Direktwahl as d'Tatsaach, dass déi europäesch Politik sech ëmmer méi verléiert an Diskussiounen vun Experten an Technokraten, an et wär wichtig, dass mir mat dëser Direktwahl vun EP et fäerdeg bréngen, dem EP en neien Elan ze gin, en Elan, dee mir dréngend brauchen, fir déi vill pendent Problemer ze meeschteren.

Eng zweet Fro, Här Präsident, déi vun onse Bürger oft un ons gericht gët, as déi, wat d'Direktwahl en Afloss op d'Zukunft vun Bürger am Allgemengen kënn hun. De Bürger as mat Recht skeptesch, dass et der Europäescher Gemeinschaft entgéint hirem Grëndungsvertrag nët gelongen as, bis elo eng gemeinsam Politik am Beräich Währung, Steieren, sozial Sécherheet, Energie, Regionalpolitik a Verkéierswiesen ze entweckelen. Mat Recht weist de Bürger drop hin, dass déi eenzeg gemeinsam Politik fir d'Landwirtschaft realiséiert gin as, an dass och do nach enorm Problemer sech ergin hun, besonnesch wat d'Akommesdisparitéiten ugeet, déi ëmmer nach bestin. Och d'Landwirtschaft as trotz hiren Erfolleg als Secteur, deem am weitesten avancéiert as an onser Intégratioun, wéinst der feelender Politik op anere Gebitter méi wéi je gefährdet, sou dass déi landwirtschaftlech Professioun sech grouss Suerge mécht an eng Hoffnung dra setzt, dass duurch de Prinzip vun der Direktwahl en neien Elan soll entstoen an am EP kënn ausgeléist gin. Si begréissen dat ganz bestëmmt.

Vill aner lëtzebuerger Bürger sin awer enttäuscht, dass d'Gemeinschaft weder an der Fro vun der Weltwährungsordnung nach bei der Beseitigung vun der Energiekris e gemeinsame Standpunkt festleë konnt. Et gët allgemeng

vum Bierger bedauert, dass de Vertrag, duurch deem déi Europäesch Gemeinschaft geschaf gin as, ganz oft kommerziellen Interesse gedéngt huet. De Bierger bedauert, dass bis elo d'Europa vun Wuereenaustausch méi am Virdergrond stong wéi de mënschlechen Aspekt, dat heescht en Europa, wou d'Staatsbürgerrechter, d'Wirtschafts- an d'Sozialrechter priméiert hätten. Mir mussen also feststellen, dass trotz deene bis elo gemaachten Ustrengungen iwerrall an der Gemeinschaft an och an den eenzelne Mitgliedsstaaten an trotz de gemaachte Fortschréiter mir nach weit vum Ziel ewech sin, dat mir ons gesat haten. Ongerecht Gesellschaftsstrukturen, eng ongleich Akommes- a Vermögensverdeelung an ongleich Chancen an Zougangsméiglechkeeten zu Wëssen a Muecht, wann och an ënnerschidliche Moossen, stellen ëmmer nach Obstacelen op onsem gemeinsamen Wee duer.

Dës Direktwahl, déi mir an de kommenden Deeg am Prinzip stëmme, as fir ons Sozialisten e weidere Schrëtt, fir e gréisseren Afloss op d'Gestaltung vun der Zukunft vun onse Bierger ze kréien an dofir ze kämpfen, dass d'Beseitigung vun de virgenannten Ongerechtegkeeten an Onleichheeten an domat iwerr en direkt gewielt Europäescht Parlament eng méi harmonesch Entwécklung vun onser Gesellschaft erbeigeféiert ka gin.

Mir demokratesch Sozialiste sin ons voll bewosst, dass mat der Direktwahl vun Europaparlament d'Problemer nach wie vor nët geléist sin an déi Europäesch Gemeinschaft institutionnelt de Provokatiounen vun onser Zäit nach nët gewuess as. Dese positive Votum, deem all Parteien, mat Ausnam vun de Kommunisten, zoustëmme, as duerfir fir ons all eng Verpflichtung, an onse Bestriewungen nët nozeloossen, fir d'Handlungsméiglechkeete vun der Europäescher Gemeinschaft ënnert der Kontroll vun engem demokratesch gewielte Parlament auszubauen.

Ech soen iech Merci.

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Grégoire.

M. Grégoire. Monsieur le Président. Trois de mes amis politiques sont venus présenter ici les idées concernant les élections européennes à venir. Je ne voudrais donc plus insister ni sur les questions concernant la procédure, la technique ou les modalités des élections. Je voudrais plutôt présenter un certain nombre d'aspects qui ont été négligés, omis peut-être, ou qui ne sont pas assez accentués. Ce sont des aspects qui me sont propres et qui n'engageront pas forcément mon parti, parce qu'on a été dès le départ représentant de son pays à Strasbourg, et cela pendant presque une dizaine d'années, on est certainement un observateur très intéressé de tout ce qui se passe maintenant dans cette Communauté Européenne en état pré-électoral, c'est-à-dire qu'on est forcé de par la force même de ses souvenirs ou de ses activités antérieures à écouter des discours qui se font et à lire des articles de presse qui se publient un peu partout. Lorsqu'on le fait avec une certaine conséquence, on constate depuis plusieurs mois, depuis un an presque, qu'il y a une certaine euphorie parmi ceux qui s'intéressent directement à ces élections européennes. Une euphorie qui s'exprime parfois par des euphémismes sur lesquels on peut évidemment faire des réflexions, si ces euphémismes sont

vraiment justifiés. Quand on sait que déjà en 1952 le premier Traité de la Communauté Charbon-Acier avait prévu cette possibilité des élections générales européennes et qu'on avait tout simplement omis de les réaliser, de réaliser cette possibilité, que seulement vers 1967 on a commencé à se rendre compte que l'unification progressive de l'Europe était en quelque sorte impossible sans la participation active des peuples intéressés et qu'à partir de 1967 elle a dû attendre encore une dizaine d'années, afin d'en arriver à cette préparation des élections générales au suffrage universel que nous sommes en train maintenant de discuter dans ses modalités et ses perspectives.

Je me demande toujours si nous avons vraiment eu raison d'être optimistes au sujet de ce qui se réalisera après les élections prévues pour l'année prochaine. Vous avez pu constater en suivant la presse internationale qu'il y a eu des réactions. On en a parlé cet après-midi, ainsi le journal "Le Monde" qui a parlé de ce "Polit-Folklore" concernant ces élections qui seraient de fausses élections comparables à celles qui se pratiquent dans certains pays à système autoritaire.

Vous connaissez la position de la jeunesse dans presque tous les pays qui nous entourent et qui sont membre de la Communauté européenne. La jeunesse qui a une position, sinon de refus, du moins une position d'indifférence parfois caractérisée, mais en général on a pu constater, et cela a déjà percé dans différents discours qui ont été faits ici sur cette tribune, on a constaté une certaine perte de popularité en ce qui concerne le problème européen. On parle même parfois encore d'utopie, mais s'il y a encore une utopie qui existe chez certains partisans d'une plus grande Europe, c'est surtout le rêve d'un plus grand bonheur matériel dans le domaine de la jouissance et de la consommation.

Mais il y a surtout en ce qui me concerne, lorsque je cherche à décrire la situation dans laquelle se trouve l'Europe que nous discutons, un certain recul du sens humaniste et un peu de désarroi devant les structures injustes de notre société, avec une certaine conséquence. C'est une déchéance morale qui est visible pour chacun qui veuille bien prendre connaissance de cet état de choses. D'ailleurs, la vulnérabilité de notre Communauté européenne est bien visible elle aussi, parce que, vous l'avez entendu cet après-midi, mon ami Pierre Werner l'a dit, M. Hansen en a parlé aussi, c'est que la prospérité économique est dépendante de facteurs qui échappent encore à notre contrôle. Nous avons constaté que les problèmes cruciaux existent toujours en ce qui concerne l'énergie, la technologie, la politique régionale, la politique sociale, l'environnement. Je ne parle pas même de transport et surtout le problème de la sécurité.

Nous avons évidemment réussi à faire et à parfaire à ce qu'on dit l'union douanière, mais même cette union-là a de multiples défauts. Le marché agricole qui s'épuise en quelque sorte dans une jungle de prescriptions et, pour vous nommer un seul exemple très concret, cette fameuse université européenne que nous avons créée à Florence, c'est une très grande déception pour ceux qui ont travaillé à faire créer cette université. Au lieu d'enseigner toutes les disciplines, à Florence, on en enseigne seulement quatre, c'est-à-dire l'économie, la sociologie, le droit et l'histoire, et au lieu

d'avoir à Florence des milliers et des milliers d'étudiants, nous en avons exactement 70.

Evidemment on peut dire, lorsqu'on constate ces faits, il y a peut-être des fautes qui ont été commises, mais des fautes qui peuvent être rectifiées. Il n'est pas trop tard de le faire, seulement il faut se rendre compte que ces fautes ont été commises, qu'il y a des défauts qu'il faut chercher à éliminer. Et la première faute commise pour moi, c'est qu'on a commencé à faire l'unification de l'Europe en commençant par en haut, on continue à le faire par les Etats qui ne sont pas quelque chose de vivant, et qu'on a transmis les pouvoirs à des technocrates, des eurocrates, des bureaucrates et des techniciens. Mais l'unification se fait seulement dans le concret par le bas, en agissant sur l'individu, sur le citoyen en cherchant par une mutation longue, lente, permanente à en faire réellement un citoyen européen. Car les valeurs individuelles fondent l'identité européenne et elles s'expriment dans et par un continent d'hommes libres, agissant dans la justice réalisée.

Ceci dit, Monsieur le Président, il y a de l'autre côté les élections générales par suffrage universel qui seront pour moi la première légitimation de nos intentions de démocratisation. Faire l'Europe par le bas, c'est-à-dire sacrer les citoyens européens qui seraient et qui seront gardien d'une grande cité. Les élections constituent certainement un défi lancé à tout ce qui sent et à tout ce qui pense européenement, mais c'est aussi une heureuse provocation faite à tout le monde, invité à sortir des ornières égoïstement nationalistes. Et pour moi elles seront encore intestes à double titre. En dehors évidemment des effets que j'ai déjà présentés sur cette tribune, les effets directs, chaque psychologique, coups de fouet donnés par les élections à suffrage universel.

Mais les tests directs pour la liberté réelle de circulation – je ne parle pas seulement des choses et des hommes – mais je parle surtout de la libre circulation des idées. Le deuxième test concerne la crédibilité de la nouvelle Assemblée, c'est une crédibilité qui sera déterminée par la liberté de circulation accordée pleinement et entièrement.

On pourrait faire objecter que le nouvel engagement civique que nous prenons n'a pas été préparé. L'information et la formation à ce sujet ont été déficitaires ou encore même faites comme prévu, les élections resteront affaire nationale, et l'Assemblée dite européenne ne sera que la somme des élus nationaux sans autre consistance. Ou encore peut-être qu'elles auront lieu à la date proposée, mais ce ne sera pas une manifestation de la volonté unanime des Européens, parce qu'il y aura certainement des millions et des millions d'abstentionnés. Mais que représentera donc cette nouvelle Assemblée? Que représentera le nouvel élu? Est-ce qu'il représente son parti, est-ce qu'il représente son pays, est-ce qu'il représente l'Europe, et s'il représente l'Europe, laquelle? A qui sera-t-il responsable? A ses électeurs, à son pays, à l'Europe? Qui le contrôlera? Comment s'exercera sa responsabilité et ce contrôle? L'article 4 disant qu'il votera individuellement et personnellement sans être lié par un ordre ou par une directive quelconque.

Quelles seront les prérogatives du Parlement outre le contrôle limité et partiel du budget communautaire?

Est-ce que le travail qu'il aura à effectuer sera vraiment en disproportion flagrante avec la machine qu'il représentera, avec ces plus de 400 élus ? Ce parlement sera-t-il toujours une assemblée de l'impuissance, sans le droit d'initiative que Tindemans avait prévu dans ses propositions ?

Monsieur le Président, ce sont là des questions qui sont à poser et qui sont surtout à re-poser lorsque le nouveau Parlement se réunira, parce que les réponses à ces questions devront venir des élus eux-mêmes. Et tout cela doit se dire en dehors de ce Parlement, en dehors de tous ceux qui sont intéressés directement à cette Assemblée. Mais en visant, il ne faut pas oublier que cette nouvelle institution démocratique européenne élargie numériquement, moralement, spirituellement — j'ose l'espérer —, et surtout dans le domaine de l'autorité, doit faire son rodage. On ne peut pas continuer comme par le passé. Ce Parlement doit faire son apprentissage et s'exercer pleinement dans les droits qu'il a, et il en a beaucoup. Il doit se faire une mentalité européenne et parfaire à cette mentalité, tout en faisant ressortir peu à peu les nouvelles dimensions européennes. Les dimensions futures de toutes les activités communautaires, et là il a un très grand domaine à cultiver. Il peut donner à ce sujet des idées, lancer des idées à tous ceux qui ont la responsabilité dans le Conseil européen, Conseil des Ministres et même dans la Commission. Et toutes ces dimensions, toutes ces distinctions à faire seront à élargir progressivement et à approfondir en permanence. C'est à partir du sein de ce Parlement que se manifesterà de plus en plus la solidarité européenne à exprimer dans la redistribution des pouvoirs, des charges et aussi des richesses et dans l'assainissement du climat social.

Un secteur trop négligé par les traités trouvera certainement son attention particulière, celui de la formation civique et de l'éducation européenne, ainsi que de l'investissement des valeurs culturelles pour l'avenir. Ce Parlement ne doit pas négliger d'accentuer la nécessité morale, historique, politique, économique de la coopération européenne avec tout ce qui appartient à l'Europe. En dehors des membres de la Communauté proprement dite, ainsi qu'avec les Troisième et Quatrième Mondes en faisant donner un contenu de plus en plus concentré au beau cadre créé à Jahundé et à Lomé. Et j'ose espérer que cette Assemblée bien informée et bien éclairée européenne, veille à ce que unité et union ne soient pas confondues avec uniformité. Que unité et union ne deviennent pas uniformité, et que les plus informés et les plus éclairés parmi ces élus s'éleveront contre les partisans d'une soi-disante unicité du siège, alors que le salut est dans la décentralisation modérée, mesurée des institutions, permettant la mise en contact avec les citoyens et la prise de contact direct avec les facteurs les plus vivants de la Communauté.

Ainsi donc, Messieurs, une nouvelle étape s'annonce. Elle n'est pas seulement l'affaire des candidats éventuels pour le Parlement européen, c'est de notre affaire qu'il s'agit, de l'affaire de tous ceux qui habitent cette Communauté. Il s'agit d'une partie essentielle de notre destin qui s'y jouera, et l'enjeu sera certainement notre foi européenne.

M. le Président. Le dernier orateur inscrit est l'honorable M. Lucius. Monsieur Lucius, vous avez la parole.

M. Lucius. Monsieur le Président, Messieurs. Nous avons à voter maintenant sur le projet de loi portant approbation de la Décision et de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, signés à Bruxelles, le 20 septembre 1976.

Le Conseil des Communautés Européennes a donc fait droit, après presque 20 ans d'hésitation aux dispositions de l'article 138 du Traité de Rome de 1957.

Par l'élection au suffrage universel direct il est à espérer que le Parlement Européen recevra des pouvoirs de contrôle et d'initiative propre pour assurer le bon fonctionnement des mécanismes démocratiques.

Par l'octroi de pouvoirs d'initiative, le prédit Parlement recevra un véritable pouvoir et rôle d'impulsion.

La répartition du nombre des sièges entre les pays membres donnait d'abord lieu à des difficultés, alors que les grandes nations réclamaient une représentation tenant compte de leur puissance géographique, démographique, politique et économique.

Mais les autres nations ne pouvaient admettre l'application complète de la règle proportionnelle, alors que si tel avait été le cas, leurs droits découlant de leur qualité de membre à part entière de la Communauté auraient été lésés.

Le Luxembourg recevra 6 sièges sur un total de 410.

Et il a été toujours admis que le nombre de 6 est un nombre incompressible.

Cela d'autant plus qu'au moment où la Communauté ne comprenait que 6 pays, le pourcentage des Députés luxembourgeois était plus grand qu'il ne le fut après l'admission de 3 nouveaux pays à la Communauté.

Et ce pourcentage diminuera encore à la suite des élections qui auront lieu — espérons le — en 1978.

Il est regrettable que la date retenue pour les élections par le Conseil Européen de Rome le 1 et le 2 décembre 1975 ne figure que dans les considérations du Projet qui nous est soumis, et non pas dans le texte définitif.

Le Gouvernement voudra bien nous confirmer que la date initialement prévue sera maintenue.

Il est regrettable que le projet qui nous est soumis ne soit pas accompagné d'un projet portant sur la procédure électorale à suivre.

L'élaboration définitive incombe à l'Assemblée, mais la procédure sera régie dans chaque Etat membre entretemps par ses dispositions nationales.

Le Gouvernement voudra bien prendre les mesures nécessaires pour que le projet contenant la procédure de l'élection nous soit soumis le plus vite possible.

L'acte portant élection des représentants contient outre le principe de l'élection au suffrage universel direct, la répartition des sièges, des dispositions au sujet de la durée du mandat, des privilèges et immunités applicables aux membres de l'Assemblée, au sujet des incompatibilités, au sujet du mode de vote et au sujet du remplacement d'un siège devenu vacant en cours de mandat.

Nous avons donc un cadre bien circonscrit, et des difficultés sur les points prémentionnés ne pourront plus surgir.

On peut se demander si l'élection universelle directe est nécessaire.

Il n'y a pas de doute possible que tel est bien le cas.

La Communauté Européenne ne doit pas être seulement une Communauté Economique, mais elle devra pouvoir aider dans bien d'autres domaines les pays membres.

Par le passé, bien que n'ayant que des pouvoirs minimes, le Parlement Européen a rendu de grands services aux différents pays en matière sanitaire, sociale, de transports etc.

Il a été procédé à des études et à des enquêtes de la plus haute importance pour la vie sociale, en matière d'accident de travail, de maladie professionnelle, de réadaptation des personnes physiquement handicapées, en matière de surveillance de la fabrication des aliments, etc.

Notamment les petits pays n'auraient pas disposé des moyens financiers et des capacités nécessaires pour faire pareilles études.

Mais nous avons tiré grand profit de ces études.

En matière de transport nous avons pu profiter des enquêtes faites au sujet de la rationalisation et de l'harmonisation des moyens de transport, par exemple l'uniformisation des waggons, des waggonets, contrôle des crampons, servant pour le vase par des grues, des marchandises ; on a fait des études sur l'amortissement des moyens de transport utilisés à des fins divers, et ainsi de suite.

En matière d'aliments nous avons pu tirer profit des études faites par le passé, par exemple des études sur les matières servant à garantir la conservation des organes, des citrons, une étude sur la fabrication des pâtes alimentaires, sur des eaux minérales, sur les produits utilisés dans l'industrie brassicole, et ainsi de suite.

Mais des domaines de la plus haute importance n'ont pas encore pu trouver un accord satisfaisant pour nous tous.

Tel est par exemple le cas pour la politique de l'énergie et de la politique monétaire.

Ce sera uniquement une Assemblée représentant les populations de tous les pays faisant partie de la Communauté qui pourra trouver une solution satisfaisante pour nous tous.

Et ce sera possible, même si l'Assemblée ne disposera pas au début de pouvoirs spéciaux, car la grande autorité, dont elle jouira à la suite de l'élection directe, lui permettra de prendre des mesures dans l'intérêt de nous tous.

Mais il importe de prendre une décision sur le siège de la future Assemblée.

Monsieur le Ministre compétent voudra bien nous donner des renseignements à ce sujet, si tel lui est possible.

Il voudra bien nous dire également son avis au sujet des ressortissants étrangers mais de pays membres habitant dans le Grand-Duché, alors que le but définitif qui nous est proposé ne peut être atteint que si lesdits ressortissants peuvent également voter sur des listes de leur pays.

Monsieur le Président, Messieurs, nous avons vécu 2 guerres mondiales terribles, entraînant des douleurs et des souffrances incommensurables. Nous avons vécu deux après-guerres longues, entraînant des affres et des déboires sans fin. Nous avons connu des relations internationales indignes d'hommes sages et cultivés, bien de personnes ont connu la famine et le désespoir.

Nous voulons éviter à nos enfants la répétition de ces affres et de ces douleurs. Nous sommes d'avis que le vote du

projet de loi est donc notre devoir, et pour ce motif je voterai pour ce projet de loi.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. le Président. Ceci termine les interventions au sujet du projet sur l'élection du Parlement Européen, comme convenu, M. le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, prendra position sur ce projet et sur les interventions faites, mardi prochain à l'ingrès de la séance et la discussion générale étant terminée, nous procéderons à la lecture du texte et au vote de la loi.

- II. — a) *Projet de loi portant modification de l'article 27 de la loi du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers ; 2. le contrôle médical des étrangers ; 3. l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère. — No 2097 ;*
 b) *Projet de loi modifiant les articles 5 et 6 de la loi du 24 juillet 1972 concernant l'action sociale en faveur des immigrants et créant un Conseil national de l'immigration. — No 2098. — Rapports de la Commission des Affaires sociales. — Discussion générale.*

M. le Président. Les deux projets sont connexes, de sorte que la Chambre avait décidé la semaine dernière de discuter ces projets ensemble. Il y a deux rapporteurs distincts, le premier orateur est l'honorable M. Knauf, pour le premier projet, le second rapporteur est l'honorable M. Regenwetter. Mais la discussion sera faite sur les deux projets dans leur ensemble.

Monsieur Knauf, vous avez la parole.

M. Knauf, rapporteur. Här Präsident, dir Dammen an dir Hären ! De virleiende Projet, deen ech am Numm vun der Commission sociale ze explizéieren hun, huet zum Zweck, den Artikel 27 vum Gesetz vum 28. März 1972 ze modifizéieren, dat betreffend :

1. d'Entrée an de Séjour vun den Auslänner an eisem Land,
 2. de Contrôle médical vun dësen Interessenten,
 3. den Emploi vun den auslänneschen Aarbechtskräften.
- Opklärungshalber sief an Erënnerung bruecht, wéi déi ablécklech Reglementatioun gehandhabt gin as.

Permis de Travail	Durée maximale	Champ d'application professionnel	Champ d'application patronal
A	1 Jor	1 eenzech Profess.	1 déterminéierte Patron
B	5 Jor	1 eenzech Profess.	all Patronen
C	illimitéiert	all Professionnen	all Patronen

Doniewend gët et dann nach de Permis de Travail D, deen ausgestallt gin as fir auslännesch Léierjongen a Stagiären.

Dëse Permisse waren all auslännesch Aarbechtskräften ënnerworf, mat Ausnam an op Grond vum Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 12. Mä 1972, dass dës Dispo-

sitioune sech nët applizéieren op Aarbechter, déi aus de Länner vun der Communauté européenne kommen.

Den Artikel 3 vum selwechte Règlement gesäit dann och nach nieft der Dauer vun der Résidence vir, wéini de Permis de travail entzu ka gi bei enger verlängerter Absence aus dem Land, an zwar wéi follecht.

Conditions d'octroi du permis de travail			Perte de validité
Catégorie	Résidence au Grand-Duché	Occupation au Grand-Duché	Absence du Grand-Duché
A	—	—	méi wéi 3 Méint
B	—	—	méi wéi 6 Méint
C	—	—	méi wéi 1 Jor

Duurch d'Ofschaffung vum Alinéa 3 vum Artikel 27 vum Gesetz vum 28. März 1972, dee virgesinn huet, dass d'Aarbechtsermächtigung u Friemaarbechter kënnent entzu gin, jee nodeem d'Situatioun um Aarbechtsmaart as, eng Bestëmmung, déi ëmmer ganz staark kritiséiert gin as, huet am Fong ni eng Uwendung fond.

Du point de vue jeweilig Situatioun, Evolutioun an Organisatioun vum Aarbechtsmaart muss d'Regierung an der Lag sin, ze decidéieren, wéini d'Permis de travail ausstellen odder ze erneiere sin.

Mat dësem Gesetz jiddefalls gin d'Konditioune vum Permis de travail verbessert, an den Erfarunge gemäss, déi um Marché du travail gesammelt konnte gin, verwäert, an deementspreechend solle folgend Modificatioune virgeholl gin :

1. de Séjour vun 2 Jor fir de Permis B ze kréien, gët op 1 Jor reduzéiert.
2. Fir de Permis C ze kréien, gët d'Zäit vun der Résidence an der Beschäftigungszeit vu 7 op 5 Jor verkiirzt.
3. An dësem Zesammenhank gët d'Durée nationale de validité vum Permis B vu 5 op 4 Jor erofgesat.
4. D'Durée vun der Absence aus dem Grand-Duché gët uniformiséiert, an zwar op 6 Méint, woubäi festgehalten as, dass ënnert enger Absence motivée ze verstoen as, all Absencen, déi am Zesammenhank mat der Aarbechtsplaz stin, a wou e béidsäitigen Accord zweschent Patron an Aarbechter odder Beamte virläit, a
5. dee Friemaarbechter, deen 1 Aarbechtsjor ënnert dem Permis A virleien huet, kann direkt de Permis B ausgestellt kréien, deen domat seng Beschäftigung ëm 4 Jor verlängert.

Ech mengen, eng Immigrationpolitik muss mat Iwwerleeung a gezielt gefouerdert gin, an hei geet et am Prinzip drëm, eisen Aarbechtsmaart genee ofzestiechen, wat de feste Wëlle vun dëser Regierung as. Et geet hei ëm eng genee Ofgrenzung vum Permis de travail, fir d'immigriert Aarbechtkräften, also ëm Aarbechtkräften aus Länner ausserhalb de Communautés européennes, an zwar bei der :

- a) Ausstellung,
- b) Erneuerung an
- c) Entzuch vum Permis, jee no der Situatioun um Aarbechtsmaart.

Kritiken, déi a gewësse Kreesser opkomme kënnent, dass an engem Moment vu Rézessioun an enger Partie vun Industrien a Betriber vun immigrierten Aarbechtkräften iwwerhaupt geschwat gët, kann een domat entschärfen, dass sech fir gewëssen Aarbechtsbranchen hei am Land keng Lëtzebuerger interesséieren, an ech mengen domat virum allem den Héich- an Tiefbau, d'Restaurationsbetriber wéi och d'Garagen, an duerfir muss der derzäitiger Situatioun Rechnung gedroe gin, wat mat dem Projet de loi No 2097 bezweckt gët.

Här Präsident, dir Hären. Déi nei Mesüre leien och an de Fuerderunge vun der Delegatioun vun den Travailleurs migrants am Cader vun der Conférence nationale de l'immigration, déi duurch d'Initiative vun der Regierung convoquéiert gi war.

Dës Neierunge leien och an der Orientatioun, déi hei an der Châmber beim Débat public geschitt as, an dat no der Déclaratioun vun der Regierung iwwert d'Politique d'immigration, den 12. Mä 1976.

Schlussendlech sin d'Orientatioune vun der Regierung op dësem Gebitt vun der Commission nationale de l'Emploi och an hirer éischer Sëtzung vum 12. Oktober 1976 favorabel opgeholl gin.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ënnert dem Datum vum 21.12.1976, d'Chambre des Métiers, ënnert dem Datum vum 6.1.1977, d'Chambre de Commerce, ënnert dem Datum vum 18.2.1977, d'Chambre du Travail an d'Chambre des Employés privés an engem gemeinsamen Avis vum 25.2.1977, an de Conseil d'Etat, ënnert dem Datum vum 3.5.1977, hun zu dësem Projet de loi alleguer en Avis favorabel ofgin, wéi och d'Commission sociale vun eiser Châmber an enger ganz grousser Majoritéit, sou dass ech als Rapporteur der Châmber virschloe kann, dësem Projet séng Zoustëmmung ze gin. Ech soen iech merci fir är Opmierksamkeet.

(Très bien.)

M. le Président. Le second rapporteur, l'honorable M. Regenwetter.

M. Regenwetter, rapporteur. Här Präsident, dir Hären. Déi zwee Gesetzesprojeten, déi haut zur Diskussioun stin, deen iwwert d'Ofännerung vun de Bestëmmunge vum Artikel 27 vum Gesetz vum 28. März 1972 iwwert d'Erakommen an den Openthalt vun den Ausländer, iwwert hir medezinnesch Kontroll, an iwwert d'Beschäftigung vun ausländescher Aarbechtkraaft, an iwwert d'Ofännerung vun den Artikelen 5 a 6 vum Gesetz vum 24.7.72, iwwert d'sozial Moosname fir Friemaarbechter, an iwwert d'Schaffung vun engem Conseil national de l'Immigration, sin zwee weider Schrëtt op dem laange Wee fir d'Integratioun vun de Friemaarbechter an eis Gesellschaft, an domat d'Gläichstellung vun de Friemaarbechter mat der einheimescher Bevëlkerung ze favorisieren.

Et as dëst eng absolut Noutwendegkeet, virum allem aus mënschlechen Iwwerleeungen, awer och aus wirtschaftlechen Iwwerleeungen eraus.

Aus mënschlechen Iwwerleeungen eraus, well mer der Menong sin, dass ee Mënsch ee Mënsch as, egal wat fir eng

Nationalitéit dass hien huet, egal wat fir eng Rass oder Religioun oder Hautfaarf hien huet, egal wou hie gezwongen as, séng Aarbechtsplaz ze fannen, fir säi Brout ze verdingen. Dass all Mënsch muss gläich behandelt gin, an och déi gläich Méiglechkeete muss gebuede kréien, fir sech kënnen ze entfalten, fir kënnen e mënschewürdegt Liewen ze féieren. Mer mussen eis nämlech bewosst sin, dass grondsätzlich d'Friemaarbechter an hir Familjen keng aner Problemer hun, wéi déi einheimesch Bevölkerung och, nëmme dass bei de Friemaarbechter sech d'Problemer nach méi drasteg a méi akut weisen. Ech brauch an deem Zesammenhank nëmme op Problemer am Zesammenhank mat den Echecen an der Schoul, op d'Problematik vun der Wunneng, vun der Sécherheet op der Aarbechtsplaz, vun der Vollbeschäftigung, an sou weider ze erënneren, fir ze beweisen, dass d'Lëtzebuerger déiselwecht Problemer hun, Problemer, déi bei de Friemaarbechter an hire Familjen awer méi drasteg an Erscheinung trieden.

Wann ee vun der wirtschaftlecher Säit de Phänomen Friemaarbechter belicht, stellt ee fest, dass vun 1960 bis 1975 d'Zuel vun den auslännesche Beschäftegten an der ganzer Industrie vun 28,9% op iwwer 51% an d'Luucht gaangen as.

An der Stolindustrie an an de Minièren as dese Prozentsaz an där selwechter Period vu 15,2 op 34% an d'Luucht gaangen. Dat beweist, dass ouni d'Friemaarbechter eis Wirtschaft nët kënt funktionnéieren, an dass eise Wuelstand, op dee mer eis esou vill abilden, ouni d'Mathëllef vun de Friemaarbechter nët kënt erschafft an och nët garantéiert kënt gi fir d'Zukunft.

Dës Ziffere beweisen awer och, dass déijéineg, déi behaupt hun, mir hätten iwwer de Wee vum Ofbau vun de Friemaarbechter d'Aarbechtsloosegkeet exportéiert, komplett niewend dem Dill leien. De Prozentsaz vun de Friemaarbechter as vun 1960 bis 1975 an d'Luucht gaangen an och an de Joren 1973, 1974 an 1975, wou d'Zuel vun de Friemaarbechter eropgaangen as vun 47,4 op 49,8% an dun op 51,2%. Nëmme 1973 as de Prozentsaz par rapport zu 1972 vu 47,7 op 47,4% erofgaangen, an dat an enger Period vun Héichkonjunktur. Och 1976 as d'Zuel vun de Friemaarbechter par rapport zu 1975 lücht zrëckgaangen, an zwar ëm ronn 285 Leit. Dës as bedéngt duerg déi noutwendeg Bremsung vun der Awanderungspolitik an duerg de Réckgank, dee mer an eiser Baubranche ze verzechnen hun. Et kann also kee mat guddem Gewësse behaupten, mir hätten eis Aarbechtsloosegkeet exportéiert, well déi Behauptungen hale kenger sériuser Analyse stand.

Mat dem Gesetzprojet iwwer d'Schafung vun engem Conseil national de l'immigration verwierkleche mer eng vun den haaptsächlechste Fuederungen vun der Conférence nationale de l'immigration, déi de Staatssekretär Maurice Thoss am März 1975 aberuff hat. Si reit sech an an déi Moosnamen, déi Lëtzebuerg scho säit 1964 op dem Gebitt vun der Awanderungspolitik bedriwen huet. 1964 huet Lëtzebuerg als éischt EG-Land e Service social fir d'Friemaarbechter geschaff. Dese Service krut 1972 eng gesetzlech Basis, an 1974 as eng national Awanderungskonferenz ageruff gin, an där déi wichtegst Gruppe vun de Friemaarbechter, de Gewerkschaften an och d'Patronat, verschidde

kulturell Associatiounen an déi öffentlech Instanzen, déi en direkten Intérêt un de Problemer vun der Immigration hun, vertrauede waren.

Bei der Erklärung vum Här Staatssekretär Thoss iwwer d'Awanderungspolitik vun der Regierung huet hien den 12. Mä 1976 erklart, dass d'Regierung an Zukunft dofir suerge géng, fir d'Bedürfnisser an déi legitim Fuederunge vun de Lëtzebuerger, de Friemaarbechter an der Lëtzebuerger Bevölkerung am Aklang ze bréngen.

Hien huet deemools mat Recht och op Aussoe vum Här Barnich, Commissaire à l'Immigration, anlässlich vun der Plenarversammlung vun der Conférence sur l'Immigration erënnert. Den Här Barnich huet gesot, dass déi mat der Auswanderung verbundene Problemer äusserst vielschichtig sin. All Léisungen, déi proposéiert gin, huet den Här Barnich mat Recht ënnerstrach, Léisungen wéi z.B. d'Sozialhëllef, wiren an aller Hinsicht ongenügend, an dass déi international a bilateral Ofkommen eppes gemeinsam hun, si dréngen nämlech nët bis zur Wuerzel vum Problem duerg.

Déi eenzeg Méiglechkeet heizou as d'aktiv Solidaritéit vun de Friemaarbechter a vun der einheimesch Bevölkerung, déi gemeinsam handele mussen, fir dem Problem un d'Wuerzel ze kommen. Dës gemeinsam Handele wëllt d'Regierung duerg d'Schafung vun deem Conseil national d'Immigration erreechen. Dem Conseil national d'Immigration steet de Regierungskommissär fir Awanderungspolitik, den Här Barnich, als Präsident vir. Ech erlaabe mer och dofir am Numm vun der Sozialkommissioun vun der Chämber dem Här Barnich an all sénge Kollaborateure Merci ze soe fir déi Politik, déi hien am Intérêt vun de Friemaarbechter bis elo hei am Land gemaach huet. Hien huet nët nëmme dat gemaach, wat gesetzlech vun him verlaangt gin as, mä hien huet och iwwer de perséinlechen Asaz et fäerdeg bruecht, fir e mënschlecht Verhältnis tëschent den Einheimesch an de Friemaarbechter ze realisieren.

De Conseil setzt sech des weideren aus 21 Mëmbere zesammen, déi vum Familien- a Sozialminister genannt gin. D'Zesummesetzung vun deem Conseil national de l'Immigration as wéi follécht :

- je 1 Verrieder vum Familjeministère, Aarbechtmministère, Education nationale, Justice, Economie et Classes moyennes, Administration de l'Emploi, Association des Villes et Communes,
- 3 Verrieder vun de repräsentativste Gewerkschaften,
- 3 Patronsverrieder,
- 3 Verrieder vun der italienescher Communautéit,
- 2 Verrieder vun de Portugiesen,
- 1 Verrieder vun de Spuenier,
- 1 vun de Jugoslawen,
- 1 vum Cap Vert.

All Verrieder hun e Suppléant. Dee Conseil gët bestëmmt op 3 Jor, an e kënt mindestens 2 mol pro Jor zesammen oder ëmmer dann, wann de Präsident oder de Familjeminister oder weingestens 6 Mëmbere vum Conseil dës fir noutwendeg fannen.

Dese Conseil as e konsultativt Organ, an en ersetzt de Comité directeur beim Service de l'Immigration, deem ee virwerfe konnt, dass an him keng Verrieder vun de Friem-

aarbechter an och keng Verrieder vun de representative Gewerkschaften soutzen.

Mat der aktueller Zesummesetzung vum Conseil national de l'Immigration hun d'Organisatioune vun de Friemaarbechter sech averstanen erkläert, wéi dëst aus engem Bréif, dee si un de Staatssekretär Maurice Thoss gerichtet hun, klor an däitlech ervirgeet.

Wéi et aus dem Règlement grand-ducal ervirgeet, huet de Conseil folgend Aufgaben.

Art. 1er. – Le conseil national de l'Immigration, appelé ci-après le conseil, est un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Ministre de la Famille et de la Solidarité sociale, tous les problèmes se rapportant à l'immigration.

Il donne son avis, à la demande du Gouvernement et dans les délais fixés par celui-ci, sur toutes les mesures qu'il est envisagé de prendre par voie législative, réglementaire ou administrative en rapport avec l'immigration, et il conseille le ministre sur toutes les reformes ou innovations qu'il juge indiquées.

Il présente, de son propre mouvement, au Ministre de la Famille et de la Solidarité sociale toute proposition qu'il juge utile à la promotion sociale, juridique, économique et culturelle des travailleurs migrants et de leur famille.

Les avis et propositions du Conseil sont présentés sous forme de rapports motivés exprimant, le cas échéant, les différents points de vue exposés en son sein".

Ech méngen also, an deem Règlement grand-ducal si klor an däitlech d'Aufgaben an och d'Befugnisse vun deem Conseil festgeluegt.

De Conseil as also chargéiert, fir all Problemer am Zesammenhang mat der Immigratioun ze studéieren, sein Avis iwwer déi Moosnamen ofzeginn, déi geholl solle gin, an dëst op Ufro vun der Regierung odder och op eegen Initiativ.

D'Handelskammer an och de Conseil d'Etat ware géint d'Ofschaffung vum bestehende Comité directeur. Si hun, wéi och d'Arbeiterkammer an d'Privatbeamtenkammer, geméngt, dese Conseil wir ze grouss, fir kënnen eng variabel Aarbecht ze garantéieren. Déi Befürchtunge vum Staatsrot a vun deenen eenzelne Berufschamberen diirfte sech awer durch d'Praxis an der Zukunft selwer entkräften. Ech méngen, et kann een an esou engem Conseil d'Friemaarbechter nët méi einfach ausschléissen, an et war noutwendeg, dass an esou engem Conseil national d'Friemaarbechterorganisatiounen an déi representativst Gewerkschafte vertruete waren. Dass de Comité nët ka manner wéi 22 Leit hun, dat gesäit jidderen an, dee sech an aller Rou nach eng Kéier d'Kompositioun vun deem Conseil national de l'Immigration ugesäit. Esouwuel d'Zesummesetzung wéi och d'Aufgabe vum Conseil droen deem Rechnung, wat d'Arbeiterkammer an d'Privatbeamtenkammer an hirem Avis folgendermoossen ëmschriwwen hun :

"Nos Chambres apprécient hautement le désir du Gouvernement de donner aux travailleurs immigrants la possibilité d'être consultés au sujet de leurs problèmes spécifiques en institutionnalisant le dialogue entre la communauté luxembourgeoise et les communautés de travailleurs étrangers établis dans le pays.

La réflexion à propos des deux projets sous avis ne peut cependant ignorer les deux phénomènes suivants :

Le premier en est que les immigrants désirent en général conserver leurs caractéristiques nationales ou régionales : leur langue, leurs traditions, leur culture . . . , et qu'ils se refusent donc à être intégrés dans la population luxembourgeoise.

Le second est que le taux d'immigration au Luxembourg est le plus élevé de toute l'Europe, ce qui donne aux problèmes de l'immigration à résoudre chez nous une ampleur et une complexité auxquelles ne se trouvent pas confrontés les autres pays qui, au sein de la Communauté et en Europe, ont également affaire à l'immigration.

Aussi s'impose-t-il de trouver une forme de dialogue qui, tout en permettant aux travailleurs étrangers de faire librement connaître leur avis sur les problèmes qui les concernent, assure cependant, en tout état de cause, la prééminence de l'intérêt général.

Cela peut se faire notamment en allongeant le temps de réflexion, ce qui doit permettre une meilleure compréhension mutuelle entre Luxembourgeois et étrangers, ainsi que l'élaboration de propositions acceptables à la fois pour les communautés de travailleurs étrangers et pour la communauté luxembourgeoise."

Ech méngen, dat as duurch dese Projet erreecht gin. Dofir as d'Commission des Affaires sociales vun der Chamber der Opfaassung, dass jhust déi hétérogène Zesummesetzung vum Conseil, deem d'Verrieder vun der Regierung, vun de Gewerkschaften, vun de Patronen a vun de Friemaarbechter groupéiert, zu engem bessere géigesäitege Verständnis vun de Problemer géif féieren, an zu Léisungen, déi esouwuel d'Zoustëmmung vun der einheimischer wéi der auslännescher Bevëlkerung kënn fannen.

Mat den Textännerungen, déi de Staatsrot proposéiert huet, as d'Kommissioun averstanen, z.B. déi, dass am Projet de loi "travailleurs migrants" duurch "travailleurs immigrants" ersat gët, wéll mat "travailleurs migrants" nëmmen déi Ressortissante geméint sin aus den CE-Länner.

Mat der Rekommandatioun, dass och op geméngelpoliteschem Plang d'Friemaarbechter sollen zur Mataarbecht a konsultative Kommissiounen erugezu gin, proposéiert d'Sozialkommissioun vun der Chamber iech, eestëmmeg dese Projet unzehuelen.

M. le Président. Il y a 5 orateurs inscrits pour les deux projets. Le premier est l'honorable M. Bollendorff.

M. Bollendorff. Här Präsidant, dir Dammen an dir Hären. Zum éischte Projet 2097 ganz kuurz ee Wuert. Et as vum Här Rapporteur Knauf ganz klor duergeluegt gin, dass duurch d'Gesetz vun 1972, Artikel 27, Alinéa 3 de Minister d'Recht huet, fir de Friemaarbechter de Permis de travail ze entzéien, wann déi ékonomesch Situatioun hei am Land esou schlecht wir, dass se nët méi kënnen hei beschäftigt gin. Elo kréie mer dee Projet hei, an deem entzitt dem Ministre du Travail déi Méiglechkeet. Et kann een also soen, dass mer a puncto Gläichberechtigung um Aarbechtsmaart vun de Friemaarbechter mat den inländeschen Aarbechter e Schrëtt méi wäit gin. Déi Diskriminatioun, déi bis elo bestanen huet, gët duurch dee Projet hei opgehuewen. Et as eng Fuerderung gewiescht vun de Syndikaten vun de Friemaarbechter. Déi Fuerderung, an dat, wat elo réaliséiert gët,

as och konform zu enger Motioun, déi meng Fraktioun scho bei de Budgetsdébatten vun 1975 abruecht hat, de 25. November 1975, dat heescht, nodeem dass déi éischt Réunioun vun der Table ronde eriwwer war. Mir hun deemols scho gesot, et misste verschidde Gesetzprojetën élaboréiert gin "pour faire disparaître les discriminations croissantes", vun deenen ech virdu geschwat hun.

Mir sin also frou, hei feststellen, dass dese Moment durch de Projet 2097 esou eng Diskriminatioun aus der Welt geschaaft gët, an dass d'Regierung durch déi aner Alinéa vum deem Artikel awer nach d'Méiglechkeet huet, fir an de Marché de l'emploi anzegreifen.

Méng Fraktioun as also d'accord mat deemem Projet de loi.

Elo wat de Projet 2098 ugeet. Dee gesäit vir, dass elo e Conseil national de l'immigration geschaf gët.

Am Exposé des motifs vum deem Projet gët ganz zu Recht drop higewisen, dass schon de 24. Juli 1972 – also déi viereg Regierung – ee Projet iwwer d'Action sociale en faveur des immigrants gemat hat, mat enger ganzer Rei vun Artikelen. Ech selwer war Rapporteur deemols. Dee Projet gouf laang hei diskutéiert. En as och deemols bal à l'unanimité vun der Chamber ugeholl gin, an hat also gutt Effetën. Am Exposé des motifs vum deemem Gesetz steet dran: "Le Luxembourg était le premier pays membre du Marché Commun à institutionnaliser l'action sociale en faveur des immigrants". Dat war 1972, et darf een och nët vergiessen, dass déi viereg Regierung do e wichtege Jalon gesat hat.

Mir wëssen alleguer haut – an do gët den Här Staatssekretär mir och Recht – dass d'Effet vum deemem Projet do bénéfique waren, dass do vill Guddes gelescht konnt gin, souwuel durch dee Service, deen deemols op d'Bee gesat gouf, dee Service à l'immigration, dee gefouert gët vum Här Barnich. Elo grad huet den Här Regenwetter dee Mann hei gelueft. Mir si frou, dee Luef aus dem Mond vum Här Regenwetter hei ze héieren, a mir schléissen eis selbstverständlech och deene Wieder un. Mir sin och frou, dass dat hei vun engem Mëmbler vun der sozialistescher Fraktioun gesot gin as, well nët sämtlech Mëmbren an der Vergaangenheet hun dat selwecht hei gesot iwwer dee Service.

(Interruptions.)

Ech hun néischt vum Här Hengel gesot, mä nët sämtlech Mëmbren hun ëmmer dat hei gesot, wat den Här Regenwetter gesot huet.

Mir schléissen eis selbstverständlech deem un, et as richtig, wat hie gesot huet, dee Service huet viles gelescht, souguer ier en institutionnaliséiert war, also virun 72 an och elo. Ech füge bäi, en huet dat esouguer gemat, well de perséinlechen Asaz vum deem Mann, wéi et ganz richtig gesot gin as, ganz grouss as, an obschon dee Service ganz moer, och nach haut, mat Leit équipéiert as. Do sitt dir mat eis d'accord, do misst och gesuergt gin, dass nët nëmme déi 3 Assistenten, déi do figuréieren, alles as, an eventuell eng Schreifkraaft, mä dass nach aner néideg Leit, déi do gebraucht gin, sollte bäikommen.

Also engersäits durch dee Service do, mä och durch dee Comité directeur, well do steet och am Exposé des motifs dran, an zu Recht, ech si ganz d'accord domat, dass

deen Travail vom Comité directeur och largement positif war. Dat musse mir och unerkennen. Et as richtig, wéi hei gesot gin as, déi 10 Mëmbren, déi do an deem Comité waren, dat waren nëmme Vertrieder vu lëtzebuergeschen Organisatiounen oder lëtzebuergeschen Departementer. Et ware keng Vertrieder derbäi vun de Syndikater oder vun de Gruppementen vun de friemen Aarbechter. Duerfir maache mir jo hei déi Aennerong, fir dass déi kënnen, wéi et ganz richtig vum Här Rapporteur gesot gin as, dora mat zu Wuert kommen. Ech géng awer direkt soen, dee Comité directeur gët elo ersat an deemem Projet durch e Conseil national, wat iwwregens deen eenzegen Objektiv vum deemem Gesetz as. Dee Conseil national war iwwregens prefiguréiert an där Conférence nationale de l'immigration, déi 1974 vum Här Staatssekretär Thoss op d'Bee bruecht gin as, fir ze errechen, dass den Dialog téschent deene verschiddene Pouvoirs publics an Administratiounen lëtzebuergersäits an andersäits téschent de Vertrieder vun den Ouvriers immigrants, sollt erlichtert kënne gin, an dass dee soll ausgebaut gin.

Et war gutt, dass dat gemat gin as, dat approuviere mir, dat war wünschenswäert, an et war noutwendeg, do besteet guer keen Zweifel. Mir sin alleguer domat d'accord.

Déi Saach hei, dass dee Conseil sollt institutionnaliséiert gin, as och eng Fuerderung vun de Vertrieder vun den Immigrants. Et as d'Proposition Nr 6, wa mir de Rapport final huele vun där Kommissioun do, vun der Commission conditions de vie, vun der Conférence nationale de l'Immigration.

Do steet also d'Proposition Nr 6 dran als Fuerderung, dass dee Conseil national soll institutionnaliséiert gin. Dat war am Ufank vun 1976, am März/Abréll, dat as scho bal 1 1/2 Jor hir, an elo freet ee sech awer, fir wat d'Regierung esou laang huet misse waarden, bal 1 1/2 Jor, fir eis dese Projet de loi virzeleën, obschon dee Projet weider néischt enthält. Een eenzegen Objektiv as, de Comité directeur ëmzewandelen an de Conseil national, an dann 8 Vertrieder vun deene friemen Aarbechter mat doran ze huelen. Dat as dat eenzegt, wat an deemem Projet dran as. Fir wat huet d'Regierung do 1 1/2 Jor gebraucht, fir eis esou e Projet ze bréngen? Et as eng Innovatioun, dat as richtig, mä et hätt awer och anescht kënne virgaange gin, dat steet jo däitlech an deene verschiddenen Avisen vun deene Berufschämbren dran, Commerce, Travail, Employés privés an och vum Conseil d'Etat. Et hätt een och kënnen einfach durch e Règlement grand-ducal virgoen an dat selwecht errechen, wat mir hei durch e Gesetz errecht hun. Awer op éng vill méi schnell Manéier, dat hätt kënnen direkt d'lescht Jor am Mä geschéien durch e Règlement grand-ducal.

M. Regenwetter. Dat hätt jo och schon 72 kënne geschéien.

M. Bollendorff. Do hu mir e Gesetz gemat an e Comité directeur, an do as 74 de Conseil national komm, an dorophin hätt kënnen op Grond vun deemem Gesetz einfach mat engem Règlement grand-ducal virgaange gin.

Dat wär absolut méiglech gewiescht.

Et hätt ee kënnen dee Conseil national de l'immigration ustrécken un de Comité directeur, an dee roueg bestoë

loossen. Et freet ee sech also, fir wat d'Regierung déi Saach elo 1 Jor an 3/4 Méint verschleeft huet ?

M. Regenwetter. Vun 64 - 72 huet de Service ouni legal Basis funktionnéiert.

M. Bollendorff. Mir bréngen elo hei den Accord. Mir hätten en och scho virun engem Jor bruecht, mir hätten e virun 1 1/2 Jor bruecht, wa mir domat saisiéiert gi wäeren.

Mä et gët hei gesot, et muss e Gesetz gin, fir dass dat méi feierlech as, déi Solennitéit steet iwwehall an deem Projet dran. Ech froe mech awer, wat d'Immigrante sech mat der Solennitéit do kafe kënnen, glat guer näischt.

M. Regenwetter. Wat konnte se sech da virdru kafen, wéi guer näischt do war.

M. Bollendorff. Et as vill geschafft gin, dir hut jo selwer gesot, wéivill gemat gin as, Här Regenwetter, späitzt iech nët op de Kënn. Mir sin der Menong, dass d'Regierung Zäit gewanne wollt, well se Angscht huet virun deem Courage, dee se d'lescht Jor bewisen huet, a virun deene Conclusiounen, déi an deem leschte Pabeier vun der Conférence nationale dra stin.

Duerfir zitt si et fir, sech hei deen Air ze gin, eppes Feierlechtes ze maachen, mä a Wiirkechkeet as et eng Sefebloos, déi se an d'Luucht fléie léisst, fir dass d'Immigranten dobausse solle mengen, wat wonnesch elo geännert wär. Dobäi as guer näischt geännert un der ganzer Situatioun. Mir wëssen all ganz genau, dass mir déi Leit brauchen, dat as richtig hei gesot gin, dass mir se och gären am Dialog hätten, dat gët hei institutionnaliséiert. Mir sin d'accord domat. Mä fir dat ze erreechen, wat am Papier final vun der Conférence sur l'immigration steet, do muss e Gesetzprojet kommen, an deene verschiddene Gebitter, an deene verschiddene Sparten, ob dat de Logement as odder ob dat den Domaine du Travail as. Esou Projekte, wéi mir deen éischten hei maachen, mussen kommen, esou Gesetzer. Dat muss durch Gesetzer gemat gin, an dem Domaine vun den Allocations familiales, vun de Primes de naissance, vun der Education postprimaire, fir dass tatsächlech déi Leit eppes spieren an eppes mat ze schwätze kréien. Dat war och de Sënn vun eiser Motioun, déi mir deemools abruecht hun. Do hu mir gesot, dass Diskriminatiounen bestin an deene Gebitter, déi ech elo opgezielt hun, an dass duerfir missten eng Rei vu Gesetzprojete kommen. Ech rappeliéiere se nëmmen. Ech weess ganz genau, dass dat Aarbecht kascht, an dass mir zu deene Projekte stin, wann d'Regierung se bréngt, mä d'Regierung bréngt se eben nët, an duerfir mengt si, mat deem Projet hei hätt si villes gemat.

(M. SCHAUS prend la présidence.)

Mir sin d'accord mam Projet, mir wäere scho virun 1 1/2 Jor d'accord gewiescht, well et as e Projet, deen absolut am Gesetz vun 1972 schon enthalen as, et as nëmmen d'Auswäitung vum Gesetz vun 1972. Mir bedauern awer dee laangen an den onnëtzen Ernwee, fir hei zu deem moere But ze kommen.

Ech soen iech merci.

M. le Président. La parole est au prochain orateur inscrit, l'honorable M. Hengel.

M. Hengel. Här Präsident, Madam, dir Hären. Déi zwee Projeten, déi mir haut diskutéiere respektiv stëmme sollen, an déi am Intresse vun eisen auslännesche Matbieger sin, bréngen keng fundamental Neierungen. Wann et esou fundamental noutwendeg gewiescht wär, dann hätt et jo virdru scho misse gemat gin. Also si mir nët esou réckstänneg, wéi den Här Bollendorff dat elo wollt hei gleewe loossen.

Et geet drëm, verschidden Artikelen aus de Gesetzer vun 1972 emzeänneren, déi trotzdeem hir Bedeitung hun, zemol hir Aennerong gewësse Fuerderunge vun den Immigranten an hire befrëndeten Organisatiounen entsprechen. Obwuel déi béid Projeten un a fir sech och keen eigentlech politesche Charakter hun, sin si engersäits fir d'Wirtschaftsan an d'Sozialliewen, an anerersäits fir de Gesondheetsschutz vu spezieller Bedeitung. Déi Problemer si scho geleentlech vun der nationaler Awanderungskonferenz Enn 1975 zur Sprooch komm, an deemools huet den Här Staatssekretär Thoss bei der Debatt iwwe de Problem vun de Friemaarbechter am Mä 1976 ugekënnegt, dass d'Regierung kurzfristeg Projekte fir d'Ofännerung vun deenen zwee Gesetzer hei an der Chämber géng deponéieren. An der Sozialkommissioun as och a Präsenz vum Här Staatssekretär ganz sachlech iwwe de Froekomplex diskutéiert gin, wat ech als Präsident vun der Kommissioun wëll ervirhiewen, an déi zwee Projekte si mat enger Enthaltung – wéi de Rapporteur et gesot huet – zum Vote recommandéiert gin.

Mat méngem Kolleeg vun der Kommissioun wëll ech nach beluewiegend ervirhiewen, dass och d'Projeté fir déi néideg groussherzoglech Reglementer den Dokumenter bäilougen, wat leider nët ëmmer de Fall as, so dass all Mëmber vun der Kommissioun sech e geneet Bild iwwe d'Auswirkunge vun de Gesetzer konnt maachen.

Mat dem eigentlechen Inhalt vun deenen zwee Gesetzer wëll ech mech nët am Einzelnen ausermsetzen. Wourëm et bei deenen Aennerunge geet, as ausféierlech an de parlamentareschen Dokumenter opgefouert, an ergänzend duerzou hun och déi zwee Rapporteren eis weider Erklärunge gin.

D'Gesetz vum 28. März 1972 huet bekanntlech den Numm "loi Schaus" kritt. Et handelt sech dobäi ëm eng zesummefaassend Reglementatioun vun den Openthaltsbestëmmunge fir Auslänner, hir medezinesch Ennersichung an hir Beschäftegung. Deemols as d'Gesetz allgemeng begréisst gin, an der Folleg dann awer vun de militanten Organisatiounen vun den Immigrante schaarf kritiséiert gin, well et der Regierung laut dem Artikel 27 méiglech gewiescht wär, de Permis de travail ze refuséieren am Fall, wou d'Situatioun um Aarbechtsmaart sech verschlechtert hätt. Onnéideg as et ze ernimmen, dass d'LSAP-DP-Regierung, obschon d'Beschäftegungslag sech wesentlech verschlechtert huet entretemps, bis elo kee Gebrauch vun der Méiglecheek gemat huet, de Permis nët ze ermeieren, sou wéi dat vu méngem Kolleeg Regenwetter als Rapporteur virdru schon hei ugedäit gin as.

Lëtzebuerg huet am Laaf vun der Zäit an als klengt Land eng ganz liberal Awanderungspolitik bedriwwen. Emmer scho goufen et Leit, déi déijéineg, déi fir den Aarbechts-

maart responsabel waren, derzou bréngé wollten, all Aschränkungen opzehiewen a nach an engem méi grouse Mooss Auslänner an d'Land kommen ze loosse, déi nët nëmmen als méi wëlleg mä virun allem als méi bëlleg Aarbechtskräften vu gewëssene Patronë virgezu gin. Grad awer déi falsch Loun- a Sozialpolitik a bestëmmte Sektoren huet derzou gefouert, dass a steigendem Mooss héichqualifizéiert lëtzebuergesch Kräften et virgezu hun, an aner Wirtschaftszweiger schaffen ze goen, während och geléiert Auslänner erëm zrëck an hir Heemecht gaange sin. Festhale wëll ech awer bei dëser Geleënheet, dass et jiddefalls nët eng restriktiv Awanderungspolitik war, déi Schold un der Tatsaach as, dass mir haut an engem Deel vun eiser Wirtschaft Iwwerschëss un Aarbechtskräften hun, et awer an anere Sektoren nët genügend Aarbechtskräfte gët. Während mat der Zäit déi intellektuell Beruffer gefördert gi sin, as den Zoustrom vu Lëtzebuurger zu manuellen a qualifizéierte Beruffer zrëckgaangen. Eisen heitege Beschäftigungsproblem kann op d'Dauer nëmmen eng Léisung fannen, wann déi manuell Beruffer revaloriséiert gin. Bei aller Fortschrëttlechkeet kënne mir nët op eng minimal Reglementatioun vun der Beschäftigung a vum Openthalt vun Auslänner a Lëtzebuerg verzichten, well et nët nëmme gëlt, den einheimische Schaffenden e gewësse Schutz ze gin, mä an nët manner grousem Mooss och deenen Auslänner, déi schon zënter enger méi odder wéineger langer Zäit bei eis am Land liewen.

Wa Lëtzebuerg haut, am Géigesaz zu deene meeschten aneren europäesche Länner, nët déi gläich Beschäftigungsproblemer kennt, dann, well am Laaf vun der Zäit ënner anerem eng massiv an onkontrolléiert Immigration am Géigesaz zu de Fuerderunge vum Patronat an och vu gewësse Politiker nët toleréiert gin as.

Iwwregens war dat nët nëmmen am Intresse vun de Lëtzebuurger selwer, mä vun engem groussen Deel vun den Auslänner.

Mat de fräie Gewerkschafte war méng Partei ëmmer der Menong, dass et onverständneg gewiescht wär, Auslänner ouni Aschränkung an d'Land kommen ze loosse, wann nët gläichzäiteg fir mënschewürdeg Ennerkënfët gesuergt gëng gin, d'arbechts- a sozialrechtlech Uspréech an engem gréisseren Mooss garantéiert a fir d'Integratioun vun den Auslänner am allgemenge méi gemat géif gin.

Munchem Patron stunge bëlleg Aarbechtskräften zur Verfügung, während fir hirt Logement leider näischt, odder nëmmen an ongenügendem Mooss eppes gemaacht gin as, an anerersäits d'Allgemengheet och z.B. d'Käschte fir d'Formatioun, d'Schoulbildung vun de Kanner ze droe kritt huet. D'Gesetz vun 1972 huet déi verschidde lëtzebuergesch gesetzlech Dispositiounen un d'Virschäfte vun der EWG, mat Bezuch op d'Fräizüggekeet vun den Aarbechtskräften ugepasst. Ech kënnt dem Här Bollendorff do soen, dass dat also nët grad esou fräiwëlleg gemaacht gin as, mä ganz einfach, well mer och vu Bréssel hir iwwerhaapt opgefuerdert gi waren, nët nëmme mir, mä och déi aner Länner vun der Communautéit, fir dat ze maachen.

Esou z.B. as déi bis dohi virgeschriwwen Aarbechtsengemegung an e Permis de travail ëmgeännert gin. Domat as enger gewerkschaftlecher Fuerderung entsprach gin, wéi et iwwerhaapt d'Gewerkschaften an d'sozialistesche Parteien

an éischter Linn waren, déi bei der EWG am Sënn vu fortschrëttleche gemeinschaftleche Regelunge fir d'Wander- an d'Saisonaarbechter agetratt sin. Laut dem Projet, dee mer diskutéieren, soll an der Zukunft de Minister zwar e Permis nët méi kënnen entzéien, je no deem wéi d'Beschäftigungslag as, e behält awer d'Méiglechkeet, en eventuel nët méi ze erneieren.

Heibe sin awer gewëss Kritiken ze berücksichtegen.

Op jidde Fall si willkürlech Verweigerungen ausgeschloss an den Auslänner Garantiën ageraumt. Et diirf ugeholl gin, dass mat der Ofännerung vum Gesetz vun 1972 eis auslännesch Matbürger, déi schon zënter langer Zäit am Land ussëg sin, an och hir Organisatiounen d'accord sin, wéi dat iwwregens schon hei gesot gin as an engem Brëif och un de Secrétaire d'Etat.

Jiddefalls läit se am Sënn vun der Awanderungskonferenz gelegentlech vun där eng Iwwerwaachung eleng vum Aarbechtsmaart als noutwendeg unerkannt gin as, well nëmmen doduurch séng reell Opnahmeméiglechkeete richtig anzuschätze sin.

D'Sozialiste wäerte jiddefalls de Projet No 2097 stëmmen.

Wat den 2. Projet ubetrëfft, betreffend d'Action sociale am Intérêt vun den Auslänner, mat deem en nationalen Immigrationsrot an d'Liewe geruff gët, so fennt en d'Zoustëmmung vun der sozialistescher Fraktioun.

Wéi keen anert europäescht Land as Lëtzebuerg zënter ville Jore séngen Obligatiounen vis-à-vis vun den auslänneschen Aarbechtskräften nokomm, an ënner anerem as an eisem Land als 1. an der EWG 1964 e Service d'assistance sociale geschafe gin, deen zënter 1969 un de Familjeministerium rattachéiert as. Virdu war e Fonctionnaire vun der Gewerbeinspektioun mat der Betreuung vun de Friemaarbechter chargéiert. Am Jor 1972 koum et dann zum Vote vun engem Gesetz betreffend d'sozial Aktioun am Intérêt vun deenen Auslänner, déi am Grand-Duché ussëg sin. Deemools, et deet mer leed, dass den Här Bollendorff elo nët méi hei as, soss gëng en héieren, hun ech als mandatierte Spriecher vu ménger Partei de Standpunkt vertrat, dass et méi richtig gewiescht wir, de Service de la main d'oeuvre étrangère un d'nationalt Aarbechtsamt unzegliederen, statt als Dingschtstell un de Familjeministère. Dës Menong huet sech bis haut och nët changéiert. Domat wëll ech nët am allergeréngsten déi gutt an déi villfälteg Aktivitéit vum Service a Fro stellen, an dat bestätegen, wat hei scho gesot gin as, dass dee Service a sai Personal mat bescheidene Moyenen ganz vill Aarbecht geleescht hun. Och ech gëng mech deene Felicitatiounen, déi hei ausgedréckt si gin, uschlëssen. Séngerzäit hat ech d'Befürchtung, dass d'Zougliedderung éier aus politesche Motiven eraus un de Familjeministère gëng geschéien. Eierlecherweis muss ech ervirhiewen, a fir wat sollt een, dir Hären, nët en Iirtom zouginn, a muss ech also zouginn, dass weder a politescher nach a gewerkschaftlecher Hisiicht vum Service aus irgend- eng Beaflossung vun den Auslänner konstatéiert gi wir. Kuurz a gutt, obschon de Service, esou wéi e besteet, séng Aarbechte gutt erleedegt huet, soll elo eng Verbesserung vun der Action sociale en faveur des immigrants gesetzlech an d'Wee geleet gin. Dat war, wéi scho gesot, bei der Awanderungskonferenz diskutéiert gin, gewënscht a vum

Bréissel fréizäitlech scho fir gemeinschaftlech Regelunge fir Wander- a Saisonarbechter agezerrt. Den LAV z.B., ech mengen beim LCGB war et bis virun etlecher Zäit och esou, beschäftegt zënter iwwer 25 Jor bezuelt Fonktionnären, déi sech ausschliesslech deenen auslänneschen Aarbechter an hire Problemer widmen, déi hinne berodend zur Sait stin, an déi deene Leit op ville Gebidder am Laf vun der Zäit gehollef hun.

An et muss hei och drun erënnert gin, dass den LAV an den LCGB sech zënter ville Jore schon dofir agesat hun, fir dass an de Betriber bei Ausschusswalen den Auslänner esouguer dat aktiv wéi dat passivt Walrecht soll ageraumt gin. Lëtzebuerg war laang Zäit dat eenzegt Land, an deem Auslänner e gewéssert Matsprooch- an esouguer Matbestimmungsrecht souwuel an de Betriber wéi an de Gewerkschafte genoss hun.

Anersäits kënnen Auslänner hei am Land bei gewéssene sozialpolitesche Wale och wielen a matbestimmen. Wéi kënt op d'Dauer dofir ugeholl gin, dass e groussen Deel vun deene Leit, déi hei a Lëtzebuerg zwar schaffen, Steiere bezuelen, an och um allgemenge Wuelstand deelhuefen, awer dach nëmme e Minimum vu Rechter gewerkschaftlecher, sozialer, a virun allem politescher Natur genéissen ?

A propos politesch Rechter !

Mir wëssen alleguer, dass et sech dobäi ëm e ganz delikat a komplizéiert Problem handelt. Grondsätzlech muss ee gerechterweis positiv dozou agestallt sin. Uléisslech vun der 1. Tagung vun der Einwanderungskonferenz hat den Här Staatssekretär Thoss séngersäits erklärt, d'Regierung sténg deem Gedanke positiv vis-à-vis, a si wir bereet, an deem Sënn am EWG-Ministerrot ze wërken. Mat der Regierung huet sech gläichzäitig d'Veinegung vun de Stied an de Gemenge mat ähnlechen Initiativen averstanen erklärt. Allefalls menge mir, dass eng Léisung op europäeschem Niveau muss fonnt gi fir d'Auslänner, déi eng Mindestzäit an deem engen oder aneren EWG-Stat geliewt hun. Mat dem Regierungspriecher op der Awanderungskonferenz mengen och méng sozialistesche Kolleegen an ech, dass en attendant vun enger Aennerung vun der nationaler Gesetzgebung als 1. Schrëtt op d'Araume vu politesche Rechten op kommunalem Plang konsultativ Ausschëss einzusetze wieren, an also zumindest hei d'Auslänner hir Stëmm zu Gehéier kënnen bréngen.

Mir kennen de ganz schlëmme Problem vum lëtzebuergesche Gebuerteréckgang, deen zwangseefeg mat der Zäit, a mäi Kolleeg Regenwetter hat virdrun eng Parti Zifferen, Prozentsätz, wat d'lëtzebuergesch Main d'oeuvre par rapport zu där auslännescher ugeet, hei relevéiert, an dee Problem, dee wäert sech mat de Jore vill méi aggraviereren, an d'Iwwerfriemung hëllt dofir zou. Wéi awer op d'Dauer enger ganz grousser Minoritéit vu Mënschen a Lëtzebuerg all politesch Rechter kënnen refuséiert gin, as nët lücht ze explizéieren. Enner anere Problemen, wéi scho gesot, muss och des Fro am nationalen Immigratiounsrot behandelt gin. Iwwert d'Recht op Aarbecht, anstännege Bezuelung, Anhalung vun allen aarbechtsrechtleche Bestëmmungen, Schutz géint Krankheet, Invaliditéit an Alter, Aarbechtsloosegkeet, asw. eraus sin et speziel Wunnengsproblemer an d'Ausbildung vun den auslännesche Kanner, déi souwuel

deene Betreffene selwer, wéi och dem Stat an de Gemengen, déi gréisste Suerge bereeden.

Och doriwwer as, an nët eréischt, dat sief gesot, an der Awanderungskonferenz laang a breed debattéiert an d'Fuerderunge vun Säite vun den Auslänner gestallt gin. Fréier Regierungen an och Gemenge sin an engem méi odder manner grouse Mooss beméit, ënnert deene gegebenen Emstänn a mat deene Moyerén, déi disponibel sin, fir Léisungen ze suergen.

Dat wäert och an der Zukunft nët anescht sin. Ze erwaarden as, an déi Hoffnung hu mer, an den neien Awanderungsrot, deen elo gegrennt gët, dee mer mat deem Projet hei sollte stëmmen, dass dee sech wäert mat deenen 2 kapitale Problemer do ausféierlech befaassen, obschon mer natiirlech keng Wonner kënnen erwaarden. Bis virun e puer Jor huet et, égal wat een och dofir als Explikatioun kënt uféieren, keng eigentlech Awanderungspolitik gin. Bis zum Enn vun de 50er Jore war d'Awanderung d'Saach vun de Patronen, während de Stat nëmme intervenéiert huet, fir d'Awanderung ze legaliséieren an d'Astellong an den Openthalt hei am Land selwer ze reglementéieren.

Mat de Joren as d'Aarbechterklass stännege zréckgaangen, an déi Prozenter kenne mer, de Kolleeg Regenwetter huet virdrun vun 51% geschwat, an dee Prozentsätz, dee geet zwangseefeg nach an d'Luucht. Iwwerhaapt wäert eis d'Land a séng Industrie ouni Auslänner op d'Dauer nët méi tiensfähig bleiwen.

Emsou méi as et dem Här Staatssekretär Thoss an der heiteger Regierung ze danken, dass endlech eng ëmfaassend Bestandsopnam aller Aart vun all deene Problemer, déi mat der Awanderung zesummenhänken, ausgeschafft a virgeleucht gin as, a schliesslech am Kader vun der Awanderungskonferenz am Dezember 1974 konnt diskutéiert gin. De Conseil national de l'immigration, dee mer hei mam Projet 2098 stëmmen, wäert praktesch d'Institutionnalisierung vun der séngerzäiteger Konferenz gin. Domat kann den Immigratiounsrot, wéi dat vu méngem Kolleeg Marcel Schlechter bei den Diskussiounen iwwert d'Awanderungspolitik vun der Regierung am Mee 1976 hei betount gi war, ähnlech wéi d'Berufschämbren zum permanente Gesprächspartner vun den öffentlechen Instanzen an de Froe vun de Friemaarbechter gin.

Direkt Entscheidungsbefugnisse kritt en nët, e bleiw weider och e konsultativt Organ. Wa bei den Diskussiounen an der Sozialkommissioun gemengt gi war, d'Regierung ging elo eng weider Kommissioun créieren, dann huet awer dach den CSV-Spriecher, wéi e gesot huet, sech fir eng Kéier d'accord mat der Schafung vun enger neier Kommissioun erklärt. Mat deem Spriecher hofft och méng Fraktioun, dass de Rot aktiv wäert tätég gin, an nët wéi den CSV-Spriecher an der Kommissioun gefaart huet, vun de Beamten ofhängeg bleiwe soll.

Ofschléissend, Här Präsident, dir Hären, wëllt ech nach ervirhiewen, dass mat dem Vote vun deenen zwee Gesetzer, also der Ofschafung vun där esou laang kritisierter sougenannter "loi Schaus" engersäits, an der Aféierung vun engem ieweschten Immigratiounsrot anersäits wesentlech Fuerderunge vun der nationaler Immigratiounskonferenz, also déi Fuerderunge vun deene verschiddeenen Auslänner-

gruppe vun der LSAP/DP-Regirung erfëllt gin. An et wäert domat eng weider Voraussetzung zu engem kontinuierlechen Dialog geschafe gin tëschent politeschen Instanzen an de berufenen Auslännevertreieder. Mat menger Fraktioun hoffen an erwaarden ech, dass et am Intérêt vun onsen auslännesche Matbierger an hirer méi schneller Integratioun an ons Gesellschaft zu engem fruchtbaren Zesummeschaffe ka kommen.

Ech soen iech merci.

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Bousser.

M. Bousser. Här Präsident, dir Hären. D'Friemaarbechter, iwwert déi ewell Bicher a Säite voll geschriwwen an eng Onmass Wieder geschwat si gin, stin haut erëm op en Neits zur Debatt. D'Ursaach dervun as déi, dass et sech ëm dat vläicht an dësem Moment liebenswichtigst Problem vun eisem Land dréit, an zwar op 2 Plangen. Et geet engersäits ëm dat wirtschaftlecht, an anerersäits ëm dat demographesch Iwwerliewe vun eisem Land.

Eisen Här Staatsminister huet um Kongress vu senger Partei, déi jo bei allem d'Primeur huet, deklariert, d'Spezialiste géiwe sech d'Fro stellen, ob fir Lëtzebuerg iwwerhaupt nach eng Rettung méiglech wir, wat déi demographesch Situatioun ugeet, do, wou d'Halschecht vun de Schoulkanner auslännescher Nationalitéit sin, an do, wou méi Awunner iwwert 65 Jor al wire wéi Kanner ënner 15 Jor.

Dat as eng ganz batter Wouerecht, déi d'Versoe vun der Famijepolitik ënnersträicht, déi bis elo vun dëser Regierung gemaach as gin. Dat heescht, et as bis elo bei e puer absolut nët zefriddestellende Broutgrimmelen a schéine Wieder bliwen.

Et as demno eng absolut Noutwendegkeet, dass mer déi Mënschen, déi vun aneren Nationalitéiten an eis Vollekskommunität komme wëllen, an eist Land huelen an integréieren, wa se de Wunsch derno ausdrécken, a wa se déi noutwendeg Konditiounen erfëllen.

Um wirtschaftleche Plang hu mer an de Boomjoren déi auslännesch Aarbechtskräfte regelrecht ausgebeut, well se meeschtens ënner mënschenonwirdige Bedingungen, wat d'Liewens- an d'Wunnverhältnissen ugin, am Produktiounsprozess stungen.

Déi Pafendaler Katastroph an aner Tatsachen, déi an d'Oeffentlechkeet gedronge sin, hun einwandfrei bewisen, dass trotz der materieller Loyerwucherei hei Mënsche logéiert sin, déi schlëmmer Verhältnissen mussen iwwert sech ergoe loossen, wéi d'Prisonnéier an eisem Gronn.

Et ka kee Mënsch widderleeën, dass souwuel wat de soziale Wunnéngsbau an de Bau vu Logementer fir d'Friemaarbechter ugeet, bis elo bei Weitem nët genuch geschitt as, an déi 500 Milliounen, déi den neie Prisong kascht, wire vill besser ugewand gewiescht, wa mer fir d'Friemaarbechter Wunnechte gebaut hätten.

Dass trotzdem d'Regirung iwwert d'Gesetz . . .

M. Hengel. Wat eng Demagogie.

M. Bousser. Dir maacht ni Demagogie, Här Hengel. Alles, wat der sot, as Demagogie, a Plättlerei. Beweist de Géegen-

deel, dass et nët besser gewiescht wir, mer hätten déi 500 Milliounen fir Friemaarbechterwunnéng gebaut, wéi fir e Palast fir d'Prisonnéier. Dat seet all Mënsch an dësem Land, nëmnen dir wëllt dat nët bekäppen. Ee gudden Dag git der et gewuer.

Dass trotzdem d'Regirung iwwert d'Gesetz vum 24. Juli 1972 "concernant l'action sociale en faveur des immigrants" grouss Verpflichtungen iwwerholl huet, déi nët agehale si gin, steet am Artikel 3.

Ech maachen hei kee Wäirauch, wéi dat elo virdu gemaach as gin, well d'Situatioun as duerfir menger Ansicht no vill zevill grave.

Am Artikel 3) vun deem Gesetz steet dat hei: "Le service de l'immigration s'occupera du logement et de l'hébergement des immigrants; il surveillera les conditions d'hygiène et de salubrité de ces logements. Il pourra créer et gérer lui-même ou collaborer avec d'autres organismes à la création et à la gestion d'un ou plusieurs centres d'accueil ou foyers pour héberger provisoirement les ouvriers étrangers.

Il contrôlera les logements loués aux ouvriers étrangers par l'Etat, les communes, des personnes ou des organisations privées."

Ech froe mech, wéini a wou déi Kontrolle gemaach si gin. Ech hätt gär do vum Här Staatssekretär Opschloss, ob iwwerhaupt esou Kontrolle gemaach si gin. Ech sin iwwerzeegt, dass dat nët de Fall as. Ben, an deem Artikel 3) do, dat war e schéine grouse Programm, dee leider nët zum Droe komm as.

Dovu kënnen haut nach Dausende vu Portugiesen e Liddche sängen, an eis schéi grouse Zeitung "Tatata", déi huet e puer grouse Reportage bruecht, wou jhust op déi Zoustänn mat Biller higewise gin as, wéi Mënschen do a Lächer hausen, déi tatsächlech eiser alleguer, nët der Regierung eleng, mä eiser alleguer onwürdeg sin.

Wou do de Mënsch am Mëttelpunkt steet, Thèse, déi ëmmer an ëmmer iwwerall vun eiser LSAP vertrueden as gin, dat kann ee wirklech nët méi erausfannen.

An do muss ee sech d'Fro stellen, ob den Här Thorn nët Recht huet, wann en zu Ettelbréck behaupt huet, d'demokratesch Partei hätt d'Sozialisten aus hirem marxistesche Ghetto erausgefouert.

Den Här Thorn huet nët gesot, fir wéini dass déi zwou Parteien wëlles hun, ze fusionnéieren, dat huet en nët gesot. Mä an allem Fall hu mer de mëtten och hei vun engem Riedner héieren, dass d'Sozialisten elo op eemol erëm ganz gudd a brav sozial Demokrate gi sin, an dat as jo op deem Wee zuer Fusioun mat der DP.

Mä wat nach méi charakteristesche as, as d'Agständnis vum Här Thorn, dass an dëser Koalitioun d'DP d'Missioun hätt, d'Patronat roueg ze behalen, an d'Sozialisten hätten d'Missioun, d'Gewerkschaft roueg ze behalen.

Besser hätt ee jo d'Verfilzung vu Politik mam Grouskapital engersäits a mat de Gewerkschaften anerersäits nët beweise kënnen.

An och dobäi sin d'Friemaarbechter déi Leidtragend.

Ewell d'lescht Jor, wéi d'Kris schon am Gaang war, virun der Vakanz hu vill Friemaarbechter vun hirem Patron e Bréifche kritt, an deem Bréifche stung dann dran, de Patron

wéisst nët, wéini a wou dass se kënten hir Aarbechter erëmhuelen.

Si missten also dermat rechnen, dass se nët méi erëm agestallt géife gin. Eng ganz Parti vun deene Leit hun et da ganz einfach mat der Angscht ze di kritt, an déi sin iwverhaapt nët méi erëmkomm.

Esou eng Statistik besteet och nët. Mer gin ni gewuer, wivill Leit d'lescht Jor nët méi aus der Vakanz erëmkomm sin, a wivill dass der sech ofgesat hun an der Zwëschenzäit, déi virgezun hun, erëm an hir Heemecht ze goen.

Eng ganz Parti huet also virgezun, nët méi heihin ze kommen, an trotzdem, an dat huet och den Här Thoss an engem Bericht gesot, muss mer ëmmer nach am Bau nach viru Friemaarbechter astellen.

Nëmmen ech géif do bieden, dass mer ganz virsichtig virgin, well an deem Moment d'öffentlech Hand eng ganz Mass Aarbechte vergëtt, grouss Baute vergëtt, an Infrastrukturaarbechte maache léisst, mat der Ursach, mer misste jo d'Kris am Bau sichen ewech ze kréien, esou dass ee misst elo déi Aarbechten ausféiere loossen.

Dat kënt derzou féieren, fir déi Aarbechten am Délai ze maachen, dass mer elo nach eng Kéier zevill Leit gingen astellen, an dann hätte mer op eemol dach och am Bau eng Iwwerzuel vun Aarbechtskräften hei am Land.

Et misst dach méiglech sin, an ech hun dat hei scho gesot, an den Här Hengel huet dat och gesot, dass een d'lëtzebuurger Aarbechtskräften, déi keng Aarbecht hun, an de Bau drainéiere kënt, quitte dass een deene Leit bestämmte Faveure mécht.

An de Boomjore si se mat alle méiglechen Zockerféingercher an d'Land gelackelt gin, an ech erënnere mech un eng Zäit, wou ganz grouss Kommissiounen mat allerhand Leit dann a Portugal gefuer sin. Si hu sech déi Leit virstelle gelooss, a si hu gesot den Nr 2 huele mer, den Nr 3 huele mer, den Nr 6 huele mer, genee wéi wann ee Véi géng engagéieren, an déi hun dann déi mat an d'Land bruecht, an déi sin dann tatsächlech an de Prozess vun der Produktioun agesat gin, an déi hu fir eng ganz Mass Leit grouss Beneficer erausgeschafft.

De Staatsrot hieft a séngem Avis ervir, dass an de Joren 1970 - 1975 42 000 Friemaarbechter engagéiert si gin, wouvu 70% aus de Länner vun Marché commun koumen, déi jo nët ënner déi Reglementéierung hei falen, vun dese Gesetzter falen déi nët drënner, déi falen ënner aner Reglementer, déi fir de Marché commun gëlteg sin, an 30% aus Drëttlänner, wouvun déi grouss Majoritéit Portugieser sin.

D'Friemaarbechter si ganz besonnesch, an déi allermeescht si beim Bau beschäftegt gin, a wéi de Bau gaangen as, as alles gaang.

Dat as haut leider nët méi de Fall, an duerfir huet d'Nofro um Aarbechtsmaart ganz staark nogelooss.

Wat elo d'Auswirkunge vun der Aennerung vun Artikel 27 vum Gesetz vum 28. März 1972 ugeet, as et nët méi wéi gerecht, dass een déi Klausel, déi all Permis de travail ofrufe kann zu all Zäit, zu all Minutt, wa Krisenzäiten do sin, an d'Friemaarbechter kënt een dann do mat deem Artikel einfach heemschécken.

(M. VANDEN BULCKE reprend la présidence.)

Et wir zevill kamoud, dass een do Mënsche géng komme loossen an d'Land, an sou laang wéi se géingen hëllef, 'Profit maachen, géng ee se dann hei loossen, a wann dat géng ofhuelen, wan d'Commande géingen noloossen, da géng een se erëm heemschécken, also dat wir eng Method, mengen ech, déi an eise Jorhonnert iwverhaapt nët méi zouléisseg as, an ech muss jo och soen, dass dat Gesetz, an déi Artikelen, déi vum Reglement ëmgeännert gin, dass déi nët weltumstürzend sin, et si kleng Verbesserungen, mat deenen ee kann d'accord sin, mä ménger Ansicht no as d'Geschicht vum soziale Wunnéngsbau a vun de Wunnéng fir déi Leit, dass se mënschewürdeg Wunnéngen hun, dat as primordial an iwverschreit dat hei bei weidem, well, durch déi nei Reglementatioun, wann den Absatz 3 vum Artikel 27, wann deen ewechfällt, da kréien déi Aarbechter eng Garanti méi, dass se nët méi kënnen heemgeschéckt gin, wa se wëllen am Land bleiwen, an dass se och Aarbechtsloosenschädigung kréien, wa se keng Aarbecht hun.

Dat parallelt Reglement ännert verschidde Karenzäiten och fir d'Dauer vum Permis de travail sou, dass een éischer dee Permis kritt, den illimitéiert as, an et sin där schon eng ganz Mass dobäi, déi am Land sin. Et betrëfft also nët ganz vill Leit, déi elo e Permis kréien, fir dauernd kënnen hei ze bleiwen, mä ëmmerhi gët et verbessert an deem Sënn, dass si iwverhaapt nët méi kënnen heemgeschéckt gin, och wa mir a Krisenzäite liewen.

Ech mengen also, déi Aennerunge vun Alinéa 3 vum Artikel 27 an déi Aennerunge vun parallele Reglement si vun alle bejot gin. Mir bejoen déi och. Wat Aennerunge vun den Article 5 a 6 vum Gesetz vum 24. Juli 1972 ugeet, deen e Conseil national de l'immigration schaft, mengen ech, kann een dee ganz roueg bejoen. Et wärd keen an der Chämber sin, deen dogéint wär, dass lues a lues déi Leit, déi ons an der Produktioun hëllef kommen, an déi ons onse Wuelstand erhalen, esou wäit et méiglech as, dass déi och kënten e Wiirtche matschwätzen an deene Gremien, wou et fir si noutwendeg as. Dat as hei eben esou e Gremium am Conseil national. Do gi si mat erugezun a kënnen do hir Suergen a Kloe virbréngen. Domat maache mir e Schrëtt weider an der Integriatioun vun de Friemaarbechter. Dat muss mir mat alle Mëttele versichen, eben duurch déi demographesch Lag, an där mir sin. Wann een e weinog zréckkuckt an et liest een all déi italiensesch Nimm, déi an onsem Vollek dra sin, da kann een nët soen, si hätten sech nët gutt integréiert. Dat sin haut ganz gutt Lëtzebuurger, a Gott sei Dank setzen déi och nach Kanner op d'Welt, déi herno ménger Ansicht no och gutt Lëtzebuurger sin. Wa mir där nach fannen, da soll dat ons recht sin. Ech mengen, dat hei wär eng ganz kleng Hëllef. Ech mengen nach eng Kéier, de Wunnéngsbau géng villméi dozou beihëllef, fir d'Integratioun ze maachen, an déi kulturell Bewegung am Land, dass mir mat deene Leit Contact ophuelen. Dat géng méi dozou bäidroen wéi des zwee Gesetzter. Emmerhi stëmme mir des zwee Gesetzter.

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Backes.

M. Backes. Här Präsident, Madam, dir Hären. De Projet 2097 verfollecht en dueblen Objectif: en ännert den Artikel 27 vum Gesetz vum 28. März 1972 an hëlt och eng

Modifikatioun um Règlement grand-ducal vum 12. Mä 1972 vir, déi dann och muss ofgeännert gin.

D'Gesetz vun 1972 reglementéiert d'Entrée an de Séjour vun den Auslänner bei ons am Land. Et bezéit sech op de Contrôle médical an op d'Beschäftegung vun der auslännescher odder friemer Main-d'oeuvre.

D'Aennerong vum Artikel 27 besteet ausschliesslech der Ofschaffung vum Alinéa 3 vun deem Artikel. D'Autorité compétente konnt gemäss deem Alinéa 3 de Retrait vum Pervis de travail ordonnéieren, wann d'Situatioun um Aarbechtsmaart derart évoluéiert huet, dass, wann een an deem Moment eng Demande fir en éischte Pervis gefrot hätt odder eng Demande fir eng Erneuerung, dann déi refuséiert wär gin. An deselwechte Konditiounen hätt och e valable Pervis de travail kënnen zrëckgezu gin.

Dat wor eng Bestëmmung, déi d'Friemaarbechter nët nëmme veronséichert, mä och ganz staark beonrouegt huet. Déi Bestëmmung as staark kritizéiert gi vun den Organisatiounen vun de Friemaarbechter, déi dodran eng bestëmmt Insécuritéit vun hirer Aarbechtsplaz gesinn, an och zu Recht.

Ech mengen, et besteet op sämtleche Bänken hei d'Unanimitéit, wa mir unerkennen, datt de Friemaarbechter zu engem groussen Deel zum Wuelstand vun onsem Land beigedroen huet. Ech mengen, mir sin ons dat schëlleg, och de Friemaarbechter déi Rechter zoukommen ze loosser, déi mir als Lëtzebuerger hun, an hinne besser Intégratiounsméiglechkeeten ze gin.

Wat den industrielle Sektor ubelaangt, hu mir 51,2% auslännesch Aarbechtskräften do beschäftegt. Dat beweist genuch, wéivill Wäert mir drop musse leën, mat alle Méttelen ze versichen, lues a lues déi Diskriminierung, déi tëschent de Lëtzebuerger an de Friemaarbechter besteet, ofzebauen.

Déijeneg vun ons, déi d'Geleënheet haten, bei der Conférence nationale de l'immigration dobäi ze sin, déi den 22.3.1975 op Initiative vun der Regierung aberuf gin as, konnte feststellen, dass deen ominösen Artikel d'Haaptfuerderunge vun den Organisatiounen vun de Friemaarbechter wor. Meng Partei as frou, fir kënnen dee Projet ze stëmmen.

Well nun awer de Règlement grand-ducal vum 12.5.1972, dee gehol as gin an d'Ausféierung vum Artikel 24 vum Gesetz vum 28.3.1972, déi Bestëmmung vum Artikel 27 textuell iwweholl huet, do muss deen och adaptéiert gin.

Dat geschitt durch den Artikel 3, deen den Text sub 4 vum Alinéa 2 vum Artikel 10 ofschafft.

Domat wäeren déi 2 Texter, dee vum Gesetz an dee vum 28.3.1972, wéi och dee vum Règlement grand-ducal vum 12.5.1972 een op deen aneren ofgestëmmt a wäeren och juristeschen an der Rei.

Doriwwer eraus profitéiert d'Regierung vun deser Geleënheet, fir weider Erläichterungen a Modifikatiounen um Règlement virzehuelen. Dat si Mesuren am Intérêt vun de Friemaarbechter, Mesuren, déi Erläichterunge bréngen, wat elo d'Résidence am Land ubelaangt, wéi och fir d'Beschäftegungsdauer, fir déi eenzel Pervis de travail ze kréien.

Sou soll beim Pervis B esouwuel d'Condition de Résidence wéi och d'Beschäftegungsdauer vun 2 Jor op 1 Jor

erofgesat gin, an déi maximal Validitéit soll vu 5 op 4 Jor reduzéiert gin.

Desweidere soll, fir den definitive Pervis C ze kréien, d'Condition de résidence wéi och d'Beschäftegungsdauer vu 7 op 5 Jor fixéiert gin.

An Zukunft as d'Prozedur dann elo dës: De Friemaarbechter, deen ënnert dem Couvert vum Pervis de travail A an d'Land kënn, ka gleich no engem Jor de Pervis B beantragen, deen hien autoriséiert, weider 4 Jor am Land ze schaffen. No enger Gesamtresidence vu 5 Jor also kann hien de Pervis C beantragen, wat him, wann hien dee kritt, definitiv d'Autorisatioun gët, am Land wunnen ze bleiwen a beschäftegt ze gin.

Ons Partei stëmmt och deem Règlement zou, wat zesumme mat dem Gesetz wesentlech Erläichterunge fir d'Friemaarbechter brenge.

De Projet 2098 ännert d'Artikelen 5 a 6 vum Gesetz vum 24. Juli 1972 an deem Sënn ëm, datt de Comité-directeur, deen de Service de l'immigration flanquéiert, durch e Conseil national de l'immigration ersat gët. Dat as e Wunsch, deen d'Delegéierte vun de Friemaarbechter op der nationaler Immigratiounskonferenz zum Ausrock bruecht hun. Deen nei ze schafende Conseil setzt sech mat dem Commissaire à l'immigration aus 22 Membren zesummen, wougéint den ale Comité-directeur nëmmen aus 11 Delegéiert bestan huet.

D'Erweiterung vum Conseil op 22 Membren as jhustifizéiert, an d'Grënn, déi heizou gefoert hun, sin am Exposé des motifs exposéiert gin. Haaptsächlech as ze begrëissen, dass d'Friemaarbechter mat 8 Membren an deem Conseil national vertraude sin an domat, entgéint der aler Prozedur, d'Sauvegarde vun hiren Intéréten an d'Hand huele kënnen.

D'Zesummesetzung vum Conseil fënd och d'Zoustëmmung vum Conseil de coordination, deen uschlëssend un d'Conférence nationale de l'immigration geschafé gin as. Wann och verschidde Berufschämbren der Menog woren, et hätt ee kënnen den ale Comité-directeur bestoe loosser, fir deen ze assistéieren durch e Conseil de l'immigration, do as d'Argument vun der Regierung, datt dat zevill e grousst Organ géng gin, mat zevill Membren. Ech mengen, dat as e pertinent Argument. An der Form, wéi hei vun der Regierung den Text proposéiert gin as, as et och ons Partei, déi dee Projet stëmmt.

Ech wollt vun deser Geleënheet profitéieren, fir op folgendes hinzewisen, wat nët mat dem Droit du travail ze din huet, mä wat Bezuch huet op d'Pensiounen. Ech wëll mech heimat méi un den Aarbechtsminister, den Här Berg, wenden, wéi un de Staatssekretär Thoss. Wa mir elo dëst Gesetz an och dëst Règlement gestëmmt hun, erëm eng Kéier de Beweis erbruecht hun, dass mir als Lëtzebuerger Land lues a lues versichen, nach bestehend Barrièren ofzebauen, déi tëschent lëtzebuerger Ressortissants a Friemaarbechter bestin, an de Beweis erbréngen, dass mir vis-à-vis vun de Friemaarbechter déi Engagementer respektéieren, déi mir um communautaire Plang agin, mengen ech, misst een als Lëtzebuerger kënnen datselwecht erwarde fir ons Ressortissants vun de Nopeschlänner. Dat as eng Remarque, déi ech maachen a Bezuch op d'Renten. Virun 2, 3 Deeg as mir e Fall zougedroe gin, speziell wat d'Fransousen an

d'Belge ugeet, wou Lëtzebuenger, déi an deenen 2 Länner geschafft hun an och do op Grond vun hirer Tätigkeet eng Rent zegutt hun, déi dann zréck op Lëtzebuerg schaffe kommen an dann eng perséinlech Rent hun, dass, wann da Frankreich odder d'Belge dat spatz kréien, dann higin an hir Egeleschtung a Frankreich, an der Belge, ëm de Betrag, dee si hei vun der perséinlecher Rent zu Lëtzebuerg kréien, kierzen. Wa mir ons Engagementer vis-à-vis vun de Friemaarbechter respektéieren, da misste mir dat och kënnen erwarde vun den anere Länner vis-à-vis vun de Lëtzebuenger. Do wëll ech en Appel un den Aarbechtsminister, den Här Berg, maachen, bei Geleënheet, wou déi Problemer nach eng Kéier zur Diskussioun kommen, an deem Sënn ze wierken, dass och ons Lëtzebuenger grad esou chic an elegant behandelt gin, wéi mir dat hei mat den auslänneschen Aarbechter maachen.

Ech soen iech merci.

M. le Président. La parole est à l'honorable M. Bisdorff.

Je crois qu'il ne serait plus indiqué d'attendre encore la prise de position du Gouvernement. Nous entendrons utilement M. le Secrétaire d'état demain au début de la séance et avant le vote sur les deux projets.

M. Bisdorff. Här Präsident, Madam, dir Hären. Den éischte vun dësen diskutéierte Gesetzprojeten as ee vun deenen, déi dëser Regierung besonnesch angenehm sin. 1. ass et e Projet ouni grouss Tragweid, streicht aus engem fréiere Gesetz en Abschnitt, dee bis elo souwéissou ni applizéiert gin as, an 2. as en nët mat budgétaire Konsequenze verbonden. Well awer dat grossherzoglecht Reglement, dat am Zesammenhang mat dësem Gesetz geholl gët, verschidde Verbesserungé bréngt mat der Erdeelung vun der Aarbechts-erlaabnis, stëmme mir fir dëst Gesetz.

Den 2. Projet, deen iwwer de Conseil national de l'immigration, ënnerstreicht, dass dëse Moment onst Land vun enger richteger Epidemie vun Tripartitis erfaasst gët. Virun e puer Deeg hate mir déi europäesch Tripartite um Kiirchbiereg, mir hun déi national, déi elo nach tagt, a mat dësem Gesetzprojet, deen de Conseil national de l'immigration afféiert, gët erëm eng Art dréitt Tripartite gebild. Si soll d'Problemer vun de Friemaarbechter léisen hëllef.

Dës Problemer sin awer an éischer Ligne och déi vun de Lëtzebuenger Aarbechter, an esou wéineg wéi d'Tripartite hir Problemer, déi sech am Zesammenhang mat der Krise stellen, léise kann, esou wéineg werd de Conseil national de l'immigration déi wesentlech Problemer vun den agewanderten Aarbechter léisen. Dat geet schon eleng aus der Zesummesetzung vum Conseil ervir, wou d'Friemaarbechter hoffnungslos an der Minoritéit sin an hir spezifesch Fuerderung secher schwéier werden durchsetze kënnen.

Et geet och aus dem Modus ervir, wéi si bestëmmt gin. Zwar gi si vum Familjen- a Sozialminister ernannt op Proposition hi vun hiren Organisatiounen. Mir hätten hei léiwer Wale gesinn.

Eng dréitt Ursach, fir wat d'Wiirksamkeet vun dësem Conseil werd ageschränkt sin, as seng Schwéierfällgekeet an der Aarbechtsweis. De Conseil national de l'immigration werd nëmmen iwwert de Minister mat den öffentlechen Autoritéiten a Contact trieden an nët direkt.

Dës Feststellung geet duer, fir dëse Conseil als e weidert Glitt an der Kette vun den Institutiounen vun der Klassenkollaboratioun ze charakteriséieren. D'Handelskammer, als Verriederin vum Patronat, wollt dëse Charakter bis op d'Aeusserst dreiwien, a si verlaangt, dass de Conseil national de l'immigration dem Comité-directeur, deen dem Service de l'immigration ugeschloss wor, sollt beugeuerdnet gin. Dat as glécklecherweis nët zréckgehal gin, an de Comité-directeur gët mat dësem Gesetz ofgeschafft. Offenbar hun d'Organisatiounen vun de Friemaarbechter sech mat der Zesummesetzung a Funktiounsweis vun dësem Conseil averstan erklärt. Dofir werde mir ons him nët entgéintsetzen awer skeptesch bleiwen a Bezuch zur Aarbecht, déi si a Wiirklechkeet ka leeschten, an dat besonnesch ugesichts vun deem, wat de Service de l'immigration bis elo z.B. um Gebitt vun de Wunnéngen vun de Friemaarbechter gemaach huet.

M. le Président. Ceci termine la liste des interventions des orateurs inscrits. Monsieur le Secrétaire d'Etat, si j'ai bien compris, vous préféreriez prendre la parole au début de la séance. Il nous reste donc à clôturer la présente séance et à reprendre nos travaux demain à 14 heures 30 minutes.

La séance est levée.

(Fin de la séance à 17 heures 50 minutes.)